JEUDI 26 JANVIER 1933. — N° 139.

C★E★R★M★T★E★I
FONDS
LEVY-BRUHOMMEAUX

23, rue des Vinaigriers, Paris.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

Les préoccupations des staliniens à l'heure actuelle:

"Le but (du contre-projet du Parti Communiste) est double. Il s'agit d'abord de combler le déficit actuel."

FERRAT, "Humanité" du 23 Janvier.

L'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Le plan Chéron-Boncour et le contre-projet communiste

La crise budgétaire s'aggrave d'une crise politique. Le grand capital, par la voix des experts convoqués par Chéron, réclame une politique énergique de compressions : économies, impôts, c'est-à-dire charges accrues pour les masses travailleuses. La commission des finances radicale-socialiste s'est montrée rebelle au plan du gouvernement. Elle a introduit une série de mesures qui inquiètent les capitalistes. En particulier elle veut répartir le déficit actuel sur plusieurs années à venir, et refuse d'accepter les diminutions de traitements des fonctionnaires. Les socialistes ont activement travaillé à détruire le plan du gouvernement. Mais aidés des radicaux, ils ne sont parvenus qu'à faire élaborer par la commission des finances un plan timide, démagogique, plus prudent que celui de Boncour, et grâce auquel les travailleurs ne seraient pas attaqués si directement.

Chéron, qui s'imagine pouvoir « redresser » en 1936 l'économie générale aussi facilement que Poincaré avait redressé le franc en 1927, a laissé assez débonnairement la Commission des finances s'agiter. Il y avait là de sa part une manœuvre destinée à jeter encore de nouvelles illusions parmi les exploités, en faisant mine de vouloir « discuter », et laisser la Chambre juge des mesures nécessaires.

Néanmoins, cette agitation autour du déficit budgétaire prend le caractère d'une crise accentuée. La bourgeoisie ne peut attendre. Elle veut entrer résolument dans la voie que les experts lui ont tracée.

Le Parti socialiste a commencé une vaste offensive contre le plan du gouvernement. Il a élaboré un contre projet, matérialisant à propos du déficit budgétaire les « cahiers de Huygens ». Nationalisation des assurances et monopoles (pétroles), restrictions sur les transactions financières, impôts sur les diverses formes de revenu, emprunt massif pour un plan de travaux publics, tels sont quelques-unes des formules avec lesquelles il prétend « combler le déficit », « résoudre la crise », et aussi duper les masse ouvrières. Le courant profond d'hostilité de la population contre les mesures de compression Chéron-Boncour a incliné la commission des Finances à accepter, en les mitigeant, quelques-unes de ces formules, qui seront ensuite repoussées par la Chambre et par le Sénat.

Le Parti communiste a déposé à son tour un projet de loi publié dans l'*Humanité* du 25 janvier. Malheureusement ce projet met à nu avec crudité les tares de la politique centriste : incohérence et opportunisme.

Nous ferons à ce sujet les remarques suivantes :

(*Suite page 4*)

L'« Humanité » annonce « l'effondrement » de l'opposition de gauche en Allemagne...

Venez tous, DIMANCHE 29 JANVIER, à 14 h. 30

L'ASSEMBLEE PUBLIQUE

Salle du Café Augé, 6, rue des Archives

où seront traitées :

LA CRISE EN ALLEMAGNE, LA SITUATION DU PARTI COMMUNISTE ET L'OPPOSITION DE GAUCHE

Camarades du parti, sympathisants ! Venez nombreux à cette assemblée où nous démasquerons les mensonges de l'*Humanité* sur la situation de l'opposition allemande et la tactique stalinienne !

EN ALLEMAGNE

Après la manifestation fasciste sur la Bulowplatz

L'anniversaire de la mort de Lenine et de l'assassinat de Karl et de Rosa, a eu en Allemagne une signification bien tragique pour le prolétariat. Cet anniversaire marquera une étape, une étape des plus douloureuses pour la classe ouvrière allemande.

A Berlin, le Gouvernement Schleicher, sous le couvert des chemises brunes, a lancé contre les ouvriers berlinois et contre le Parti communiste, un défi de provocation. Sous prétexte de commémorer un jeune fasciste tué par des « inconnus » — probablement par ses amis — dans un bordel, il y a trois ans, les bandes hitlériennes, encadrées militairement et drapeaux déployés, ont pu stationner et défiler, protégées par d'énormes forces de police, devant le siège central du Parti communiste d'Allemagne, devant la maison Karl Liebknecht.

Et le prolétariat n'a pas osé relever le défi.

Et la direction du Parti communiste, la bureaucratie stalinienne, ose pousser la tromperie de la classe ouvrière allemande et du prolétariat international jusqu'à exalter cette nouvelle manifestation de faiblesse — dont elle porte entière la responsabilité — comme une preuve de discipline et de force !

Le prolétariat allemand ne s'est pas laissé provoquer, clame la presse stalinienne, reprenant à son compte la formule qu'hier encore elle reprochait à la social-démocratie comme une trahison. Si à Berlin il n'y a pas eu d'incidents graves, le mérite en revient au P. C. A. qui repousse vigoureusement la terreur individuelle, ajoute l' « Humanité », toujours indépassable dans la fanfaronnade et dans la bêtise. Et les staliniens allemands claironnent : pas de terreur individuelle, mais action de masse !

Des phrases, seulement des phrases. Au lieu de crier au prolétariat la vérité, on lui propose des formules endormeuses, dont le résultat unique sera celui de le laisser sans défense, à la merci de Schleicher et de la peste brune.

La capitulation, sans combattre du prolétariat allemand devant la provocation de la réaction gouvernementale et fasciste de dimanche dernier, n'est qu'un nouvelle concrétisation de la politique criminelle que les staliniens, à la tête de l'I. C. et du P. C. A., ont suivie et suivent depuis des années et des années.

Le crime des staliniens n'est pas d'avoir évité la lutte dimanche dernier ; n'est pas d'avoir évité la provocation de l'adversaire, mais d'avoir réduit le prolétariat à devoir subir une telle provocation ; d'avoir rendu possible la provocation elle-même.

La politique stalinienne a isolé le Parti des masses. Cette affirmation peut paraître hasardeuse devant le fait que le Parti, au cours des dernières élections, a augmenté ses voix et qu'à Berlin, il a dépassé la social-démocratie. Pourtant, la situation est claire. La situation pousse les masses vers le Parti, mais le Parti est incapable d'encadrer ces masses, de transformer leur adhésion élémentaire au communisme et leur volonté de combat, en une action réelle, effective, contre le fascisme, contre le capital.

(*suite page 4.*)

Well et Cie capitulent devant le centrisme

L'Humanité du 25 janvier annonce, une fois de plus... l'effondrement du trotskysme. Cette fois-ci, c'est en Allemagne. Remettons les choses à leur vraie place.

1° Quelques éléments groupés autour de Roman Well ont capitulé devant le centrisme, devant Staline. L'attitude de ce groupe a été longuement examinée par notre C. E. élargie. Une résolution concluant à leur exclusion immédiate, a été adoptée à l'unanimité. L'ensemble de l'organisation allemande a réagi avec vigueur devant les tentatives staliniennes.

La semaine prochaine, nous publierons cette résolution ainsi que différents documents relatifs à la polémique contre les capitulards qui ont suivi la voie de Gourget et de Mill : se vendre à l'appareil de Staline, servir à la lutte calomniatrice de l'opposition de gauche.

2° Le journal des oppositionnels allemands Révolution Permanente, **continue à paraître régulièrement. Pour jeter le trouble, les staliniens ont usé d'un truc... bien stalinien : ils ont imprimé un** faux numéro de la Révolution Permanente, **dans lequel la soi-disant « majorité » déclare dissoudre l'organisation !**

Tels ont les faits.

Mais pourquoi la direction du P.C.A. et à sa suite l'Humanité, donne-t-elle une telle importance à un tel épisode ? Selon nous, il n'y a qu'une explication : les dirigeants centristes veulent cacher leur capitulation, les échecs dûs à leur tactique opportuniste ; **ils cherchent des échappatoires. Et s'ils craignent tant ce « trotskysme », c'est parce qu'ils savent que ses arguments touchent le parti.**

Le centrisme est aux abois, nous le répétons. Ses faux, ses corruptions et ses calomnies ne le sauveront pas.

A LA TABLE DES ASSASSINS DE ROSA LUXEMBOURG

L'entrevue du café du Centre

« *Nous ne nous assiérons jamais à la table des assassins de Rosa Luxembourg* ». C'est la fière réponse que la direction centriste de Frossard, secrétaire du parti communiste français, opposait en 1922 à la direction de l'Internationale, à Lénine et à Trotsky quand l'Internationale mit en avant la tactique du front unique. Derrière cette intransigeante de façade s'abritait l'opportunisme qui a entraîné Frossard à l'extrême droite de la deuxième Internationale.

Ce fut aussi la réponse avec laquelle dix ans plus tard les bureaucrates du parti ont essayé de dresser les ouvriers contre nous lorsque, dans sa campagne sur la situation allemande, l'opposition de gauche appelait au front unique de combat, d'organisation à organisation, pour le développement de la lutte du prolétariat allemand à travers la crise de régime de la société allemande. C'est ce que nous opposèrent les Pillot, les Regnier, les Imbault. C'est au nom de cette phrase stérile et néfaste que Semard nous fit assommer à Bullier. Avec cette formule vide, les protagonistes du « *social-facisme* », et du « *front unique par en bas seulement et des sommets jamais* » repoussaient sous les injures la conception réaliste pour la situation présente du front unique léniniste défendue par l'opposition de gauche : par des propositions claires, sur des objectifs précis, pour des mots d'ordre conformes aux intérêts du prolétariat et accessibles pour ses rangs les plus actifs, faire appel au front unique d'organisation à organisation par une campagne adressée à toute l'organisation réformiste ou social-démocrate à tous ses échelons et devant l'ensemble des ouvriers — le pratiquer, tout en gardant l'indépendance de son drapeau et sa liberté de critique entière, pour ébranler l'ensemble du prolétariat dans l'action de classe ou démasquer dans une expérience tangible les fréneurs et les traîtres.

Pour sa défense de la tactique léniniste, l'opposition de gauche était traitée de « *contre révolutionnaire* » *et d'* « *agent des social-fascistes dans les rangs révolutionnaires* ». Cela, les ouvriers de la région parisienne, de Marseille, de Chaligny, de Lille, de Montigny, de Dijon, s'en souviennent. Les coups de chaise de Bullier l'auront gravé dans les mémoires.

Hier, à la brasserie du Centre, Doriot et Thorez au nom du parti communiste, Paul Faure et Severac pour la S.F.I.O. et Paul Louis et Junker pour les pupistes ont délibéré en commun « *pour envisager la tenue d'une controverse sur l'activité d'action du prolétariat et en fixer les modalités* » (*Humanité*, 17 *janvier*). Et un communiqué fut rédigé *en commun*, par les trois délégations.

Ainsi, à propos d'une controverse éventuelle et sans que le parti ait été à même de tirer l'enseignement de cette leçon, se trouve jugée à sa vraie valeur la question accessoire de savoir à quel table ou à quel guéridon l'on s'assied. La question est de savoir quel intérêt on en tire pour le prolétariat et son avant-garde révolutionnaire.

Naturellement, on nous fera remarquer qu'il s'agit d'une « controverse » et non d'une action « commune », mais justement « régler en commun les modalités » d'une controverse, représente en réalité quelque chose de bien moins positif — et par conséquent de bien moins justifiable — que de « régler en commun les modalités » d'une action contre la bourgeoisie si minime soit-elle.

Le front unique d'organisation à organisation est une tactique imposée par les conditions historiques : la persistance dans les rangs ouvriers de puissantes organisations réformistes et social-démocrates, soutiens de la domination bourgeoise. Pour que le prolétariat en tire son bénéfice et *avec une large et claire campagne ouvertement conduite devant l'ensemble des ouvriers*, on peut passer même sur la douloureuse nécessité pour Thorez et Doriot de s'asseoir à la table de Paul Faure et de Paul Louis Et en effet, pour des révolutionnaires, ce doit être vraiment une compagnie peu souhaitée.

Mais à l'heure actuelle, le prolétariat français est placé devant des objectifs d'envergure, pour lesquels s'impose la tactique réelle — et non sur le papier — du front unique. Les pourparlers pour « les modalités » de « controverse » ne répondent pas à sa situation ni à ses intérêts. Sur la question du désarmement et des dettes à l'échelle internationale, sur la question du budget et de la réduction des fonctionnaires, de lutte pour l'abaissement des salaires à l'intérieur, les contradictions graves qui menacent la bourgeoisie française se font jour plus gravement. Les oscillations des ministères Herriot et Boncour traduisent les poussées qu'éprouve la bourgeoisie française. Face à ces contradictions, le prolétariat doit être mis en état d'intervenir avec ses propres objectifs. Et c'est à son avant-garde communiste et par son initiative qu'il revient de frayer la voie à cette intervention. Les premiers objectifs pour le front unique sont la lutte contre toute diminution des salaires et des traitements, contre toute diminution des retraites du combattant, pour la réduction massive de budget de la guerre, pour la semaine de quarante heures, pour l'amnistie intégrale.

Pour cette active entrée dans la lutte, le parti doit être rendu lui-même une force consciente et capable d'intervenir. Pour éclairer son action il faut qu'il puisse assimiler complètement la tactique léniniste du front unique et ce que le prolétariat peut en tirer sur la base des enseignements de Lénine et non des pratiques contradictoires de Thorez. A cela s'efforce l'opposition de gauche.

Pour le dire, nous revendiquons le droit de participer à l'organisation des controverses. Nous nous efforcerons d'y prendre la parole d'y présenter le point de vue communiste. Nous ferons tous ces efforts pour que de telles discussions se déroulent dans une atmosphère de démocratie prolétarienne, comme celle de la Controverse des Jeunes, *organisée par nous, en a donné l'exemple.*

L. TROTSKY

Le danger de Thermidor

A propos du discours de Staline au Comité Central du P. C. R.

Le système soviétique repose sur l'alliance du prolétariat et de la paysannerie. Le prolétariat forme la minorité de la population ; la paysannerie en est la majorité écrasante. Cependant, entre les mains du prolétariat se trouvent les moyens de production les plus concentrés. Les forces de la paysannerie au contraire sont démembrées par les conditions de son économie. En outre, elle n'est pas homogène. Tant qu'on n'aura pas changé fondamentalement la technique, l'économie et la culture au village — et pour cela, dans les conditions les plus favorables, il faudra encore le travail de toute une génération — la paysannerie dégagera d'elle-même une couche de koulaks, qui inévitablement aspire vers le capitalisme. La destruction mécanique des koulaks actuels ne décide de rien. Après la soi-disant « liquidation des koulaks en tant que classe », la presse soviétique, qui du matérialisme est passée à l'idéalisme (les bureaucrates sont toujours des idéalistes), se plaint sans cesse de la force de l' « idéologie » koulak, de la survivance de la psychologie des « koulaks », etc... En réalité sous ces plaintes se cache le fait que le paysan moyen, quoique enfermé dans les kolkhoses, ne voit pas, en face de l'économie et de la technique actuelle, d'autre issue pour lui que de s'élever au niveau des koulaks.

Dans le bouleversement d'Octobre se sont combinées deux révolutions : la fin de la révolution démocratique et le commencement de la révolution socialiste. La révolution démocratique apporta à la paysannerie près d'un demi-milliard de roubles-or en la délivrant du fermage. Les fruits de la révolution socialiste s'apprécient pour le paysan pauvre par la quantité de produits industriels qu'il peut recevoir en échange d'une mesure de blé. Le paysan n'est pas utopiste ; il n'exige pas qu'on lui construise le socialisme en un seul pays, et encore en 5 ans. Mais il veut que l'industrie socialiste lui fournisse des marchandises dans des conditions qui ne soient pas plus mauvaises que celles de l'industrie capitaliste. A ces conditions le paysan est prêt à accorder au prolétariat et à son parti un crédit illimité de confiance politique. L'Etat soviétique recevrait la possibilité de manœuvrer sous la dépendance des conditions intérieures et de la situation mondiale, en entraînant graduellement la paysannerie dans l'économie socialiste.

La base de la collectivisation en masse ne peut être que l'équivalence de l'échange des produits de l'industrie et de l'économie rurale. Sans entrer dans les détails théorico-économiques, il faut considérer comme équivalent l'échange qui incite les paysans, aussi bien individuels que collectivisés, à ensemencer le plus possible de terres, à récolter le plus possible de grain, à en vendre la plus grande partie à l'Etat, pour recevoir le plus possible de produits industriels. Seul un tel rapport économique entre la ville et la campagne — d'après Lénine, la « smytchka » — peut délivrer l'Etat ouvrier de la nécessité de prendre des mesures d'échange forcé avec le village. Ce n'est qu'au moment où l'échange volontaire est assuré que la dictature du prolétariat devient inébranlable. La « smytchka » assurée signifie l'alliance politique la plus étroite de la paysannerie pauvre avec l'ouvrier de la ville, la stabilité des masses décisives des paysans moyens et, par conséquent, l'isolement politique des koulaks et en général de tous les éléments capitalistes du pays. La « smytchka » assurée signifie la fidélité inébranlable de l'Armée Rouge à la dictature du prolétariat, ce qui, en face des succès de l'industrialisation et des réserves humaines illimitées, principalement chez les paysans, donnerait à l'Etat soviétique la possibilité de résister à n'importe laquelle des interventions impérialistes.

L'industrialisation, comme l'a expliqué l'Opposition de gauche depuis 1923, est la condition fondamentale de la marche vers le socialisme. Sans la croissance de l'industrialisation, on ne peut donner aux paysans ni tissus, ni clous, ni *a fortiori* de tracteurs. Mais l'industrialisation doit être menée à des rythmes tels et suivant des plans tels que systématiquement, quoique lentement, s'améliore l'échange entre les masses de marchandises de la ville et du village et que s'élève le standard de vie des ouvriers aussi bien que des paysans. Cette condition principale de la stabilité de tout le régime met une limite aux rythmes permis de l'industrialisation et de la collectivisation.

Il est stupide de demander : le plan quinquennal a-t-il aboli les classes, introduit le socialisme ? Mais au contraire il faut absolument demander : a-t-il renforcé la « smytchka » entre l'industrie et l'économie rurale ? La réponse dit : non, il l'a affaiblie et ébranlée. Dans son dernier discours au Plenum du CC Staline s'est vanté que le plan de collectivisation est trois fois dépassé. Mais qui a besoin de ces chiffres, sauf des vantards bureaucratiques? La statistique de la collectivisation ne remplace pas le pain. Les kolkhoses sont nombreux, mais il n'y a ni viande ni légume. La ville n'a rien à manger. L'industrie est désorganisée parce que les ouvriers ont faim. A l'égard du paysan, l'Etat, d'un échange semi-volontaire, est passé sur la voie d'un impôt d'approvisionnement en nature, de l'expropriation forcée, c'est-à-dire aux méthodes du communisme de guerre

Les ouvriers affamés sont mécontents de la politique du Parti. Le Parti est mécontent de la direction. La paysannerie est mécontente de l'industrialisation, de la collectivisation, de la ville. Une partie de la paysannerie est mécontente du régime. Quelle partie ? On ne peut la mesurer, mais il est évident que dans les conditions actuelles elle ne peut que s'accroître.

« Le plan de collectivisation est trois fois dépassé ». C'est précisément en cela que consiste le malheur. Les kolkhoses construits de force non seulement ne conduisent pas au socialisme, mais au contraire minent les bases de la dictature du prolétariat en devenant des formes organisées de grève des paysans contre l'Etat. En cachant à l'Etat le blé ou en restreignant intentionnellement les semences, la paysannerie se place sur la voie du koulak : accordez-moi, dit-elle, de vendre et d'acheter librement. A qui et de qui ? A celui et de celui qui propose un prix convenable, que ce soit l'Etat, un commerçant privé, ou un capitaliste étranger. La grève paysanne pour la liberté du commerce intérieur mène directement à l'exigence de l'annulation du monopole du commerce extérieur. Telle est la logique des fautes du premier plan quinquennal.

Dans son discours Staline dressait le bilan. Nous en reparlerons encore dans un article particulier. Mais dans une économie planifiée le bilan statistique ne correspond au bilan économique que dans le cas où le plan est juste. Au contraire un plan faux peut compromettre les plus grandes conquêtes et même les annuler. Le plan quinquennal a donné d'immenses conquêtes dans la technique et dans la production. Mais ses résultats économiques sont extraordinairement contradictoires. Quant au bilan politique, il se chiffre par un déficit évident et des plus grands. Mais la politique est de l'économie concentrée. La politique décide. L'édification socialiste qui introduit un coin entre les paysans et les prolétaires et qui sème le mécontentement dans le prolétariat est une édification mensongère. Aucun chiffre ne peut changer cette appréciation vitale objective. Le bilan réel ne se donne pas dans les pages des journaux, mais sur les champs des paysans, dans les hangars des kolkhoses, dans les dépôts de matières premières des usines, dans les réfectoires

(*Suite page 2.*)

L'élection de l'Oise

Les travailleurs de la région de Senlis ont été appelés à voter à nouveau. Trois candidats : Chauvel, réactionnaire fieffé, Uhry, socialiste-affairiste, et Vaillant-Couturier pour le P. C.

Au premier tour, Uhry est en tête. Vaillant-Couturier obtient à peine la moitié des voix socialistes Que devait faire le parti ?

L'expérience de 1932 n'a pas servi. Les centristes sont incorrigibles. Ils recommencèrent exactement leur tactique de mai 1932. Ils se déclarèrent simplement prêts à voter pour un « *socialiste honnête* », si celui-ci acceptait un programme de revendications communes.

Cette tactique absurde a été déjà condamnée par nous pour les raisons suivantes :

1° Dans la lutte électorale, les partis opposent leurs programmes politiques. Abandonner son programme pour un programme moyen sur lequel « on se met d'accord », cela jette la confusion dans l'esprit des travailleurs.

2° Distinguer entre le « socialiste honnête » et l'autre n'a aucun sens puisqu'il s'agit de deux représentants, devant la masse, du même *parti*.

C'est pourquoi selon nous, la seule tactique marxiste consistait à *se désister sans conditions*. Nous n'excluons pas que dans certaines situations où il se trouve au deuxième ou troisième rang, le devoir du parti soit de maintenir intégralement son candidat et son programme au second tour. Mais dans le cas présent, le devoir du parti était le suivant :

Déclarer dans des réunions publique, par affiches, tracts, etc..., que *nous nous retirions, mais sans rien abdiquer de notre programme intégral, sans marchandages*. Nous disons aux travailleurs : « Vous n'avez pas suivi en majorité le P.C., vous avez encore confiance dans les socialistes. Nous vous disons : cette confiance sera trompée. Les socialistes font et feront à la Chambre ou au Gouvernement leur possible pour sauver le régime ébranlé. Puisque vous avez encore confiance en lui, élisez-le, mais nous mènerons la *lutte implacable pour vous démontrer votre erreur*. Et à la prochaine occasion vos yeux se seront ouverts. »

La tentative de pseudo-front unique de Vaillant fut une duperie, basée sur les dissensions de cliques qui existent depuis longtemps dans la Fédération socialiste de l'Oise.

Conclusion : Au 2e tour, Vaillant perd 1.000 voix.

Est-ce que ce sont les masses qui ne comprennent pas le parti ou nous qui ne comprenons pas les masses ?

Le démenti de Staline

Je ne suis pas en possession du « Bolchevik » contenant le démenti de Staline à l'article « Avec les deux mains ». Cependant l'information officieuse du « Berliner Tagblatt » est suffisante pour se faire une idée assez précise du démenti.

Staline n'a pas réagi sur le livre de Campbell avant que l'Opposition de gauche se soit emparée de la chose. Staline n'a-t-il pas tenu ce livre pour assez important ? Or il accorda à Campbell un entretien qui dura suivant les informations de l'Américain jusqu'aux premières heures du matin et suivant le démenti de Staline « pas plus » de deux heures. Mais deux heures suffisent pour établir l'importance de ce discours. Campbell reçut le sténogramme de l'entretien : Staline confirme le fait. Campbell n'est pas un journaliste, mais un grand bourgeois agrarien. Staline n'aurait-il pas pris connaissance du livre de cet homme ? C'est exclu. Le bureau de presse a dû lui remettre les extraits les plus importants, en particulier ceux qui concernent Staline lui-même, aussitôt après la parution du livre. Cependant Staline s'est tu. Seul l'article du Bulletin russe lui délia la langue. C'est en cela qu'on mesure la valeur du démenti de Staline.

En 1925, lorsque sa politique misait entièrement sur les fermiers capitalistes, c'est-à-dire sur les koulaks, Staline alla si loin qu'il envisagea la nécessité d'abolir la nationalisation de la terre. Il se fit interviewer par les journalistes soviétiques. Une des questions (dictées par Staline lui-même) était : « Ne serait-il pas indiqué, dans l'intérêt de l'économie paysanne, de transmettre pour dix ans à chaque agriculteur particulier le sol qu'il cultive ? » La réponse de Staline fut « Même pour 40 ans ». En même temps le commissaire du peuple à l'agriculture de Géorgie, après un entretien avec Staline dans le Caucase, présenta un projet de loi formel dans le sens de l'abolition de la nationalisation de la terre. L'Opposition de gauche développa contre cela une puissante campagne de protestation. Elle attaqua aussi alors l'interview déjà un peu tombée dans l'oubli sur la suspension de la nationalisation de la terre « pour 40 ans ». Staline jugea nécessaire de battre en retraite. Il expliqua simplement que les journalistes l'avaient « mal » compris. Mais il ne put expliquer pourquoi il s'était tu pendant des mois sur l'interview imprimée.

En 1925 Staline prépara l'entrée des syndicats russes dans l'Internationale d'Amsterdam. Dans la nouvelle édition du livret syndical russe on avait simplement supprimé le passage sur l'appartenance à l'I. S. R. En même temps Kaganovitch, évidemment en accord avec Staline, fit à Kharkof un exposé en faveur de l'entrée dans l'Internationale syndicale d'Amsterdam. L'Opposition de gauche éleva de nouveau la voix en une puissante protestation. Staline recula. Le nouveau texte du livret syndical fut qualifié de « malentendu ». Zaganovitch expliqua que la sténographe de Kharkof avait défiguré son discours. Les oppositionnels de Kharkof affirmèrent cependant que le sténogramme avait été corrigé très soigneusement par Kaganovitch lui-même.

Déjà en 1930 Staline lança dans des conversations avec Lominadzé et d'autres qui étaient de ses confidents l'affirmation suivante : « L'I. C. ne représente rien et son existence ne se prolonge que par notre soutien. » Mais au moment où Lominadzé en lutte contre Staline lui reprocha cette opinion-ci, Staline naturellement n'hésita pas à désavouer ses propres paroles.

Ce n'est donc pas pour la première fois que sous l'attaque de l'Opposition de gauche Staline oppose un démenti à ses propres paroles. On peut dire que ce procédé appartient à l'arsenal de fer de sa politique. A chaque zigzag il se meut avec prévoyance, il fait partir des ballons d'essai, le plus souvent par d'autres, par lui-même quand il ne peut faire autrement, mais il garde une possibilité de retraite aussi longtemps que cela lui est possible. Désavouer une propre déclaration, cela ne lui a jamais causé de difficultés.

Du reste l'entretien avec Emil Ludwig — publié par Staline lui-même — ne se distingue pas essentiellement de l'entretien avec Campbell, qu'il a démenti. Et ce qui est beaucoup plus important : le démenti ne change pas un iota à la politique du pacte Kellog ni à la tactique de Staline-Litvinof à Genève. Or c'est cela qui importe.

LEON TROTSKI.

Prinkipo, le 14 janvier 1933.

LE DANGER DE THERMIDOR

(*Suite de la première page.*)

des ouvriers et enfin dans les têtes des ouvriers et des paysans.

Par tous ses zigzags, ses retards, ses sauts en avant, le centrisme bureaucratique n'a pas renforcé la dictature du prolétariat, mais au contraire il a excessivement renforcé le danger de Thermidor. Seuls des poltrons peuvent avoir peur de nommer à haute voix ce résultat. Les faits sont plus forts que les paroles. Pour lutter contre des faits ennemis il faut les nommer par leur nom. Il faut aussi nommer par leur nom les coupables : Staline et sa clique.

Pourquoi parlons-nous précisément de *Thermidor* ? Parce que, historiquement, c'est l'exemple le plus connu et le plus parachevé d'une contre-révolution masquée qui conserve encore les formes extérieures et le rituel révolutionnaire, mais qui change déjà sans retour le contenu de classe de l'Etat. Ici les beaux esprits nous interrompront pour nous exposer leur sagesse : en France au XVIIIe siècle il s'agissait de la révolution bourgeoise ; dans la Russie du XXe siècle il s'agit de la révolution prolétarienne ; les conditions sociales ont fortement changé, la situation mondiale a changé, etc., etc... Avec de tels lieux communs chaque philistin prend sans peine l'air d'être d'une profondeur d'esprit extraordinaire. Pour nous aussi, la différence entre la Révolution d'octobre et la Révolution jacobine ne présente pas de mystère. En 1903, Lénine écrivit que les bolcheviks sont des Jacobins indéfectiblement attachés à la classe ouvrière. Je répliquais alors à Lénine, lui expliquant en détail en quoi le marxiste se distingue du jacobin. Mes considérations, justes en elles-mêmes, frappaient cependant à côté du but. Lénine savait bien que marxiste et jacobin n'étaient pas la même chose, mais il lui était nécessaire, pour un but déterminé, de dégager leurs traits *communs*. Sans de telles méthodes, on ne peut en général rien apprendre de l'histoire.

Dans le même sens où Lénine appelait les bolcheviks les Jacobins du prolétariat, on peut dans la réaction contre la dictature du prolétariat dégager les traits de *Thermidor*. Chaque contre-révolution ne peut être comparée à *Thermidor* : ni Kornilov, ni Koltchak, ni Denikine, ni Wrangel n'avaient quoique ce soit de commun avec Thermidor. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une lutte armée de capitalistes et de propriétaires fonciers pour la restauration de leur domination. Ce danger, l'Etat prolétarien l'a repoussé. Peut-il se renouveler ? En tant que facteur indépendant, à peine. La grande bourgeoisie russe est radicalement détruite. Ses restes pourraient seulement apparaître à nouveau sur la scène soit à la queue d'une intervention militaire étrangère, soit à la queue de Thermidor.

De tous les mouvements contre-révolutionnaires antérieurs dans l'Union soviétique, le plus proche de Thermidor, selon son type, est le soulèvement de Cronstadt en mars 1921. Tous les éléments prolétariens de la garnison de Cronstadt furent retirés pendant les trois années précédentes pour l'édification soviétique et la guerre civile ; les meilleurs avaient péri. Il ne restait sur les bateaux et dans les casernes que l'élément paysan à demi affamé. Beaucoup de ces matelots se sont considérés comme des bolcheviks mais ils ne voulaient pas de Commune ; ils étaient pour les Soviets mais sans communistes. C'était la rébellion de la paysannerie lésée, mécontente, ayant perdu patience envers la dictature prolétarienne. Si la petite bourgeoisie avait triomphé, elle aurait ces le lendemain montré sa faillite et, à sa place, ne pouvait venir que la grande bourgeoisie. Dans les conditions de l'époque actuelle, c'est-à-dire du XXe et non du XVIIIe siècle, des années n'auraient pas été nécessaires pour cela, des mois, même des semaines suffiraient. *La contre-révolution petite bourgeoise qui se considère sincèrement comme révolution, qui ne veut pas la domination du capital mais qui la prépare inévitablement — cela c'est Thermidor.*

Dans l'Union soviétique, la paysannerie seule peut devenir une force de Thermidor. Il faut pour cela qu'elle se sépare sérieusement du prolétariat. La destruction des rapports normaux entre la ville et la campagne, la collectivisation administrative, l'expropriation forcée des produits de l'économie rurale opposent actuellement la paysannerie à l'Etat soviétique d'une façon non moins aigue que pendant l'hiver 1920-21. Il est vrai que le prolétariat est maintenant beaucoup plus nombreux : en cela réside le succès de l'industrialisation. Mais le prolétariat est complètement privé d'un parti actif, vigilant, capable. Le pseudo-parti est dépourvu d'une direction marxiste. D'autre part, la paysannerie a reçu une organisation de résistance à l'Etat soviétique sous la forme des kolkhoses. La ruine de la smytchka, qui commençait à s'instaurer, menace de rompre l'alliance politique entre le prolétariat et la paysannerie. C'est précisément en cela que réside la source du danger de Thermidor.

On ne doit pas se représenter la chose comme si la rupture doit passer par une ligne sociale bien nette : ici les paysans, là les ouvriers. Les masses paysannes entourent et enveloppent le prolétariat de tous côtés. Dans le prolétariat même se trouvent des millions d'hommes récemment venus du village. Enfin la fausseté évidente de la politique de la direction, le naufrage de l'aventurisme bureaucratique, l'étouffement absolu de la démocratie ouvrière — tout cela rend aussi les vrais ouvriers accessibles à la pression de l'idéologie petite-bourgeoise. En cela consiste la seconde source du danger de Thermidor.

On ne doit pas non plus s'imaginer que la ligne de rupture doit passer quelque part entre le Parti d'un côté, la paysannerie et une partie de la classe ouvrière de l'autre. Non, la ligne de Thermidor devrait inévitablement couper le Parti lui-même. Dans son Testament, Lénine écrivait : « Notre Parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible et sa désagrégation inévitable si, entre ces deux classes, un accord ne peut s'établir... Nulle mesure, dans un tel cas ne se montrerait propre à prévenir la scission (du parti. — L. T.) ; mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un évènement improbable pour en parler ici ». En ces jours-là, Lénine exprimait la certitude que 10 à 20 années de politique juste envers la paysannerie assureraient le triomphe de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale. C'est précisément pour cela qu'il considérait — et nous tous avec lui — la perspective de Thermidor non seulement lointaine mais peu probable.

Des 10 à 20 années indiquées par Lénine, 10 se sont déjà écoulées. Sur le terrain de la révolution internationale, l'I. C. n'a connu pendant cette période que des défaites. Aujourd'hui, le communisme et, par conséquent, la révolution internationale, malgré les conditions objectives exceptionnellement favorables, sont plus faibles qu'au temps où Lénine écrivait son Testament. Pendant la même période, le danger de scission entre les deux classes sur lesquelles s'appuie la dictature en U. R. S. S. est devenu excessivement aigu.

Malgré de grandes difficultés, il n'y a rien d'irréparable dans la situation économique du pays. Seulement il faut quelque chose qui puisse réparer. Il faut un *parti*. Or il n'y a pas de parti dans le sens véritable de ce mot. Il existe une organisation qui formellement comprend des millions de membres et de stagiaires. Les uns comme les autres sont pareillement dépourvus de droits. Dans les cadres imposés de l'organisation se trouvent les éléments terrorisés de deux partis : celui du prolétariat et celui des thermidoriens. Au-dessus s'élève la bureaucratie. Elle porte la responsabilité des fautes de la politique économique, de la « smytchka » sapée. Elle porte une responsabilité encore plus lourde pour l'étouffement du Parti. En même temps que par sa politique elle oppose la paysannerie à l'Etat, elle a politiquement désarmé et démembré le prolétariat. Non seulement les ouvriers errent physiquement d'une usine à l'autre, mais ils ne se trouvent pas politiquement une place.

Il serait faux d'admettre que la ligne de scission thermidorienne doive passer entre l'appareil stalinien et l'aile droite du parti. Non, elle doit passer à travers l'appareil même. Quel pourcentage de Bessedowsky et d'Agabekov contient-il ? Les traîtres de demain ne le savent pas non plus. Tout dépend du rapport des forces en dehors de l'appareil. Il ne faut qu'un choc suffisant de la petite bourgeoisie pour que les thermidoriens bureaucratiques se reconnaissent et sautent le mur qui les sépare de l'ennemi de classe. En cela réside la troisième source du danger de Thermidor.

Mais ne voyez-vous pas, dira quelqu'un des staliniens ou de leurs suiveurs, que le C. C. prépare l'épuration du Parti des droitiers : cela signifie précisément que Staline prend des mesures contre Thermidor. Non, répondrons-nous, l' « épuration » bureaucratique facilite seulement l'œuvre de Thermidor. La nouvelle épuration, comme toutes celles des dix dernières années, se dirigera avant tout contre l'Opposition de gauche et, en général, contre les éléments prolétariens réfléchis et critiques. Malgré le mot d'ordre officiel ; « Le danger principal est à droite ». — Rykov reprend aussi aujourdhui cette formule —, les prisons et les lieux de déportation se remplissant avant tout d'oppositionnels de gauche. Mais même là où les coups tombent sur l'aile droite, ils ne fortifient pas le Parti, ils l'affaiblissent. Parmi les droitiers, à côté des éléments véritablement thermidoriens, il y en a d'autres, des centaines de milliers, peut-être des millions, qui sont profondément hostiles à une restauration capitaliste mais qui exigent la révision de toute la politique sous l'angle des masses laborieuses de la ville et de la campagne. Confus est le programme de ces droitiers. Ils peuvent provisoirement devenir un appui de Thermidor; mais ils peuvent aussi soutenir la renaissance du Parti sur la voie révolutionnaire. La bureaucratie stalinienne leur empêche de comprendre la situation. Par son épuration, elle tend avant tout à étouffer la pensée critique. Elle ne fait ainsi que raffermir l'aile droite.

Et qui épurera ? A Paris, Bessedowsky avait dirigé la commission qui « épura » Rakovsky. Ne l'oublions pas. Depuis ce temps, la dégénérescence de l'appareil a encore progressé. Dans toutes les lettres que nous recevons d'U. R. S. S., la note la plus tragique est celle-ci : Personne n'a confiance l'un en l'autre, chacun craint qu'à côté de lui se trouve un ennemi de classe ayant la carte du Parti. Plus fortement que quiconque, les carriéristes, les aventuriers, les Bessedowsky et les Agabekov crieront à la nécessité de l'épuration. Qui donc épurera le Parti de ces épurateurs ? Pas l'appareil, mais les adversaires implacables de l'absolutisme de l'appareil.

La situation est-elle désespérée ? De telles paroles ne font pas partie de notre vocabulaire. La lutte décidera. Du côté de la révolution prolétarienne se trouvent beaucoup de possibilités historiques, négatives: décomposition épouvantable du capitalisme, lutte enragée des impérialistes, banqueroute du réformisme ; aussi bien que positives : cadres trempés de bolcheviks-léninistes, compréhension de la marche du développement, une claire perspective. La lutte décidera. Il est absolument indiscutable que le danger ait cru et se soit rapproché. Mais le poison de Thermidor porte en lui aussi les éléments du contre-poison. Plus le danger est proche et immédiat, plus le besoin de résistance est aigu. Plus la bureaucratie perd la tête, plus la toute puissance de la clique stalinienne s'avère fictive, et plus les ouvriers avancés réclameront à haute voix une direction bolchevique.

Le dernier discours de Staline — nous y reviendrons — signifie un tournant à droite. Chaque phrase de ses vantardises bureaucratiques n'est qu'une reconnaissance masquée de la fausseté de toute la « ligne générale » qui a rapproché la dictature de Thermidor. Par un nouveau zigzag bureaucratique, Staline se prépare à traiter les maladies et les dangers sous une terreur bureaucratique redoublée. Nous répondrons par une lutte redoublée contre le stalinisme. Prinkipo, le 11 janvier 1933

L. TROTSKY.

SUR LA QUESTION DU FRONT UNIQUE

Une lettre d'Engels

Le dernier numéro des Cahiers du Bolchevisme *contient une* « lettre inédite d'Engels » *que nous reproduisons dans le texte même où elle est donnée, accompagnée du commentaire historique contenu dans les Cahiers. Mais c'est le commentaire politique qui manquait. Et pour cause.*

En effet, l'expérience politique léguée par Marx et Engels pour la conduite du parti révolutionnaire du prolétariat comporte, dans les nouvelles conditions créées par le développement historique, *des leçons pleines d'enseignement pour guider la marche du parti. Mais des leçons dures pour les centristes.*

La lettre inédite d'Engels donne, sur un exemple concret, des règles de conduite marxistes ; leur application sur de nouvelles bases historiques *éclaire la juste pratique du* front unique. *Il faut la rapprocher de ce que dès* 1847, *l'alter ego de Marx écrivait dans les* Principes du communisme : « Les communistes s'entendront avec les socialistes-démocrates au moment de l'action et s'efforceront de mener avec eux une politique communiste, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Il est clair que cette action commune n'exclut pas la discussion des divergences qui nous séparent d'entre eux ».

Sur la nécessité d'un parti distinct, la lettre apporte une contribution importante à l'heure où la question de l'unité politique *du prolétariat est agitée dans une grande confusion :* « Afin que le prolétariat soit, dans les jours décisifs, suffisamment fort pour vaincre — il est nécessaire qu'il forme un parti distinct de classe, un parti de conscience de classe, qui se sépare de tous les autres partis et qui s'y oppose. »

Sur les rapports du parti révolutionnaire du prolétariat, avec les autres partis et la manœuvre *politique qui* « conduit vers le but », *Engels écrit qu'il est* « suffisamment révolutionnaire pour ne pas rejeter d'une façon absolue ce moyen (l'action commune, même de courte durée, avec les autres partis) dans des circonstancec qui le rendrent profitable ou le moins nuisible ».

Et dans la lettre, Engels donne les principes de cette « action commune de courte durée pour atteindre un but déterminé » *à pratiquer* « dans le cas où l'avantage qui en découle directement pour nous ou pour le développement historique du pays, dans la voie de la révolution économique et politique » *le justifie. Il en donne la limite de principe :* « que le caractère prolétarien et de classe du parti ne sont pas mis en jeu ». *Et il conclut :* « Vous trouverez l'exposé de cette politique déjà en 1847 dans le manifeste communiste, nous l'avons appliqué en 1848 dans l'Internationale partout. »

Cette politique « qui exige de la perspicacité et de la fermeté » *domine la* tactique du front unique *telle que l'Internationale communiste du temps de Lénine et Trotsky en a donné les directives. Elle éclaire la tactique qui guide la « manœuvre » de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat dans les conditions historiques actuelles, marquées par la persistance dans les rangs ouvriers, à travers la crise historique des sociétés bourgeoises, de larges partis socials-démocrates et des syndicats réformistes, agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers : la situation allemande a donné les bases d'envergures pour cette manœuvre dans une heure historique critique dans le développement du pays dans la voie de la révolution.*

La tactique léniniste du « front unique » donne au parti communiste, « le parti distinct du prolétariat, » *le moyen d'avancer vers le but* « par des actions communes, de courte durée, pour atteindre un but déterminé ». *Ce sont là les formules mêmes de l'*unité d'action *préconisée par l'aile gauche* bolchevik-léniniste *de l'Internationale et qui furent piétinées par la bureaucratie centriste adepte du* « social-fascisme *et du* « front unique par en bas seulement ».

Mais cette politique exige, elle aussi, de la perspicacité et de la fermeté. Elle exige du parti la capacité de conduire une pouuque d'avant-garde revolutionnaire de la classe — et non pas d'osciller entre la violence contre les petits Zoergiebel et les embrassades d'Amsterdam. Elle exige la régénération du parti sur la base du maxisme-léninisme représenté dans l'Internationale communiste par l'aile gauche.

Que la lettre inédite *d'Engels contribue à éclairer dans les rangs du parti les militants qui cherchent à voir clair dans les conceptions successives et contradictoires du* front unique *de la bureaucratie centriste à l'heure où cette tactique se pose au centre de l'activité du parti communiste français.*

Et quand la bureaucratie centriste s'efforce d'anéantir la critique positive des communistes de l'aile gauche dans le parti qu'ils méditent le dernier paragraphe d'Engels : La critique est l'élément vital du mouvement ouvrier.

L'opposition de gauche peut reprendre à son compte la phrase finale de la lettre d'Engels : Si vous désirez publier en entier cette lettre, je n'y verrais aucun inconvénient.

Cette lettre qui paraît pour la première fois, constitue la réponse au membre du Comité Central du parti Socialiste danois, Herson Trir. Trir a communiqué à Engels le 8 décembre 1889 que la direction opportuniste du parti socialiste de Danemark avait exclu du C.C. et du Parti deux camarades de gauche (y compris Trir lui-même); qui se sont opposés au bloc avec le parti bourgeois de gauche de Danemark. Engels critique le point de vue de Trir qui rejette en principe toute action commune avec les partis radicaux de gauche en général; mais en même temps, Engels condamne résolument la position de la direction opportuniste du parti danois qui a utilisé des divergences tactiques pour exclure les gauches du parti.

Institut MARX-ENGELS-LÉNINE.

Cher citoyen Trir,

Je vous remercie vivement pour votre intéressante information du 8 courant.

Si je dois vous faire part de mon opinion sur le récent « grand acte de l'Etat » de Copenhague dont vous êtes devenu victime, je commencerai par le point sur lequel je ne suis pas d'accord avec vous.

Vous rejetez, en principe, toute action commune, même de courte durée, avec les autres partis. Je suis suffisamment révolutionnaire, pour ne pas rejeter d'une façon absolue ce moyen, dans les circonstances qui le rendent profitable ou le moins nuisible.

Nous n'avons pas de divergence quant à la question que le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir — seule voie d'accès dans la nouvelel société — sans la révolution. Afin que le prolétariat soit, dans les jours décisifs, suffisamment fort pour vaincre, il est nécessaire — Marx et moi, nous avons insisté sur ce point dès 1847 — qu'il forme un parti distinct de classe, un parti de conscience de classe, qui se sépare de tous les autres partis et qui s'y oppose.

Mais cela ne signifie guère que ce parti ne puisse utiliser, pour ses fins les autres partis dans certains moments. Cela ne signifie pas surtout, qu'il ne peut temporairement soutenir les autres partis quand ils réalisent des mesures directement utiles au prolétariat ou représentant un pas en avant dans la direction du développement économique ou de la liberté politique. Je soutiendrais quiconque lutterait en Allemagne efficacement pour l'abolition des majorats et d'autres survivances féodales, contre la bureaucratie, contre les droits de douane protecteurs, contre les lois antisocialistes, contre la limitation du droit de réunion et de droits syndicaux. Si notre parti allemand progressiste (1) ou votre Wenstre (2) danois étaient vraiment des partis bourgeois-radicaux, et non pas de misérables bavards, qui se muent en lapins à la première menace de Bismarck ou de Estroup (3), je ne serai, dans aucun cas, *absolument* opposé à une action commune de courte durée avec eux pour atteindre un but déterminé. Quand nos députés votent pour la proposition formulée par un autre parti — ils doivent le faire assez souvent — c'est déjà une action commune. Mais j'en suis partisan seulement dans le cas où l'avantage qui en découle directement pour nous ou pour le développement historique du pays dans la voie de la révolution économique et politique est incontestable et justifie cette voie. Tout cela à la condition que le caractère prolétarien et de classe du parti ne soit pas mis en jeu. Ceci est pour moi la limite absolue. Vous trouverez l'exposé de cette politique déjà en 1847, dans le Manifeste Communiste, nous l'avons appliqué en 1848, dans l'Internationale, partout.

En laissant de côté la question de la morale — il ne s'agit pas ici de ce point, c'est pourquoi je le laisse de côté — moi, en tant que révolutionnaire, j'acepte tout moyen qui conduit vers le but, aussi bien le moyen le plus violent que celui qui paraît le plus pacifique.

Une telle politique exige de la perspicacité et de la fermeté, mais y a-t-il une politique qui ne les exige pas ? Cette politique menace de nous corrompre — disent les anarchistes et l'ami Morris (4). Mais si la classe ouvrière constitue une société des imbéciles, de gens affaiblis, si elle ne se compose que des vauriens vénaux, alors il vaudrait mieux que nous nous en allions immédiatement. Dans ce cas-ci le prolétariat et nous tous, nous n'avons rien à faire sur l'arène politique. Le prolétariat comme tous les autres partis, devient plus intelligent en premier lieu, à la suite de ses propres fautes dont personne ne peut le préserver complètement.

Ainsi, selon moi, vous avez tort, quand vous élevez une question de tactique à la hauteur de question de principe. Je ne vois ici, au fond, qu'une question de tactique. Mais la faute de tactique, dans certaines conditions, peut aboutir à la rupture de principe.

Et ici, pour autant que je peux en juger, vous avez raison en vous dressant contre la tactique de la direction (Hovetbesturlsen). La gauche danoise joue déjà depuis longtemps une comédie d'opposition indigne et ne cesse pas d'étaler devant le monde entier son impuissance.

Elle a manqué l'occasion — si jamais elle s'était présentée — de châtier, arme à la main, ceux qui ont violé la constitution, et il est clair qu'une partie de plus en plus grande de la gauche tend vers la conciliation avec Estroup. Avec un tel parti, il me semble, le parti prolétarien ne peut vraiment aller ensemble, sans perdre, en tant que parti ouvrier, pour un temps assez prolongé, son propre caractère de classe. Dans la mesure, où vous opposez ainsi à cette politique le caractère de classe du mouvement, je ne peux que vous approuver.

En ce qui concerne la façon d'agir de la direction envers vous et vos amis, l'exclusion générale de ce genre de l'opposition du parti, avait lieu, à vrai dire, également dans les cercles clandestins dans les années 1840-51 ; l'organisation clandestine rendait cette exclusion nécessaire. Elle avait aussi souvent lieu chez les chartistes anglais « physical force » (5) pendant la dictature d'O'Connor. Mais les chartistes («physical force ») étaient un parti organisé directement pour la bataille, comme l'indique leur nom lui-même, c'est pourquoi ils se soumettaient à la dictature, et l'exclusion était une mesure de guerre. Par contre, dans les temps pacifiques je connais une telle façon arbitraire d'agir seulement chez les partisans de Lassalle, de « l'organisation forte » de Schweitzer. Schweitzer (6) en avait besoin, vu ses relations suspectes avec la police berlinoise ; ainsi il accéléra seulement la désorganisation de l'Union ouvrière allemande. A l'heure actuelle aucun parti socialiste ouvrier n'aura, sans doute, l'idée — après que le citoyen Rosenberg (7) en Amérique s'est éloigné heureusement lui-même — d'agir à la danoise envers l'opposition qui se fait jour dans ses rangs. La vie et le développement de chaque parti sont accompagnés généralement du développement et de la lutte mutuelle du courant modéré et du courant extrémiste ; celui qui exclut purement et simplement les extrémistes favorise seulement leur développement. Le mouvement ouvrier est basé sur la critique la plus sévère de la société actuelle. La critique est son élément vital, comment peut-il lui-même éviter la critique, s'efforcer d'interdire la discussion ? Est-ce que nous exigeons des autres la liberté de parole seulement pour la détruire dans nos propres rangs ?

Si vous désiriez publier en entier cette lettre, je n'y verrais aucun inconvénient.

Votre dévoué,

F. Engels.

(1) *Le parti des progressistes.* — Parti de l'aile gauche de la bourgeoisie allemande, formé en 1861.

(2) *Wenstre* (littéralement gauche). — Parti bourgeois d'opposition dans la Chambre des Communes en Danemark (folkething).

(3 *Estroup* (1825-1913). — Représentant principal de la politique gouvernementale danoise en 1874-1894. Sa lutte contre la « Wenstre » a abouti à la débâcle complète de la « gauche » bourgeoise.

(4). *Morris Williams* (1834-1896). — Peintre et socialiste anglais. Pendant un certain temps il sympathisait avec l'anarchisme.

(5) *Physical force* (partisans de la force physique). — L'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier anglais (1834-1848) du mouvement de chartistes.

(6) *Schweitzer Johann Baptiste* (1833-1875). — Après la mort de Lassalle (1864) chef de l'Union Ouvrière allemande, organisation opportuniste lassallienne. Dans l'organisation lassallienne de président possédait un pouvoir personnel illimité.

(7) *Rosenberg.* — Social-démocrate allemand,

LA LUTTE POUR L'UNITÉ SYNDICALE

La grève d'Armentières

Les 6.000 grévistes d'Armentières poursuivent leur lutte avec vaillance. Le bloc reste uni. Les ouvriers veulent vaincre. Cette lutte est très importante. Elle entraînera, elle doit entraîner la résistance des autres centres textiles devant la menace qui pèse aussi sur eux.

Dans sa chronique de la semaine dernière, notre correspondant notait 1° qu'un front unique réel, solide, entre syndicats était réalisé ; 2° que pour gagner la bataille il fallait *élargir* la lutte.

Dès le premier jour nous avons salué cette réalisation du front unique. Mais le front unique, lorsqu'on le réalise, ne doit pas se transformer en une association passive : *au sein de l'organisation de lutte commune*, les communistes doivent sans relâche proposer les meilleures solutions, et dans la période présente, ils doivent batailler pour l'élargissement de la lutte, l'initiative dans l'action, etc... C'est ainsi, quelle que soit l'issue de la lutte, qu'ils gagneront la confiance des textiles.

Au premier abord on pouvait croire que le P. C. (c'est-à-dire aussi la C. G. T. U.) se rallierait à cette manière de voir. En effet, le syndicat unitaire d'Armentières est entré dans le comité intersyndical de grève. La théorie de la « direction indépendante des grèves » était enterrée dans la pratique.

Mais les dirigeants centristes passent toujours d'un extrême à l'autre. Martha Desrumeaux, et ses camarades se montrent maintenant d'une timidité excessive. A notre connaissance, le travail *spécifique* du Parti dans la grève, pour la soutenir, l'aider, critiquer les dirigeants, particulièrement les réformistes, est inexistant. La passivité s'installe.

Et nous voyons aujourd'hui que le Parti et la C. G. T. U. « laissent tomber » la grève et condamnent le front unique !

En effet, cette semaine s'est tenu le Congrès de la *Fédération du textile*. Une discussion y eut lieu sur le front unique et l'*Huma* nous en donne l'écho suivant (*Huma* du 23-1-33) :

« *Certes, le front unique à la manière d'Armentières a été condamné par tout le monde. Chacun concevait bien les dangers de ce front unique au sommet d'où est exclue l'immense masse d'inorganisés ; de cette unité à tout prix à laquelle on sacrifie notre conception de la lutte.* »

Et l'on préconisa, semble-t-il, la rupture de ce front unique.

A notre avis, la question n'est pas de rompre l'entente des syndicats, mais d'élargir la lutte. Elargir le comité de grève en y appelant des inorganisés ne doit pas signifier abandonner le front unique, mais le faire servir aux objectifs révolutionnaires. Les centristes ayant toujours refusé de réaliser le front unique d'*organisation à organisation*, il était inévitable que le jour où ils le réaliseraient quand même, comme c'est le cas à Armentières sous la pression des travailleurs du textile, ils soient désemparés.

Nous suivrons attentivement le conflit d'Armentières. C'est une expérience capitale dans la lutte présente pour une conception juste du front unique.

Est paru le n° 45 de :

La Lutte de Classes

Au sommaire : *L. Trotsky* : Staline prend des mesures (à propos de l'exclusion de Zinoviet et Kamenev). — *Editorial* : Le parti, les syndicats, et le problème de l'unité ouvrière. — Lettres d' U. R. S. S. — Lettres de Changaï. — IIIe Congrès de l'I. C. (1921) : Thèses sur la tactique.

Prix du numéro ..... 2 fr.

LA VIE OUVRIERE

UN MANIFESTE DE L'OPPOSITION

Pour la grève générale en Belgique

La situation en Belgique s'est considérablement aggravée durant les mois derniers. Le gouvernement catholique libéral s'est fait accorder des pleins pouvoirs *pour rétablir l'équilibre budgétaire sur le dos des masses travailleuses, c'est-à-dire pour conduire une nouvelle attaque contre le niveau de vie des ouvriers.*

Les grèves de juillet ont montré que le prolétariat belge était décidé à la riposte. C'est pourquoi la social-démocratie a repris sa figure d'opposition, de crainte que les masses échappent à son emprise. Elle a entraîné une vaste campagne contre les « pleins pouvoirs » et les mesures du gouvernement.

Nos camarades de l'opposition viennent de lancer un manifeste aux travailleurs de tout le pays que nous publions ci-dessous :

MANIFESTE A TOUS LES TRAVAILLEURS DU PAYS

CAMARADES,

Las de supporter les diminutions successives des salaires, las de voir réduire continuellement leurs conditions de vie, à bout de patience envers les brimades et la morgue patronales, les mineurs borains, suivis de tous les travailleurs du Hainaut et des mineurs du pays, passerent par-dessus la tête des directions syndicales et politiques réformistes — au mois de juillet 1932 — en imposant, par leur action énergique, une retraite à la réaction capitaliste.

Après huit jours de lutte courageuse, des travailleurs du Hainaut et deux mois de grève des mineurs du pays, ils parvinrent à empêcher la taxation sur le blé, obtinrent le retrait de l'arrêté royal décrétant la diminution des allocations de chômage et empêcherent de nouvelles baisses de salaires.

Toutes les forces réactionnaires tremblèrent devant cette action vigoureuse et directe de la masse prolétarienne. Les chefs socialistes, débordés au début de la lutte, reprirent peu à peu leur influence : ils s'en servirent pour lutter effectivement contre la volonté de la majorité des travailleurs du pays, qui sentait, avec son profond insinct prolétarien, que seule une bataille d'ensemble, que seule la grève générale aurait pu non seulement arrêter l'offensive capitaliste, mais arracher quelques morceaux du terrain perdu pendant ces derniers années de crise. Les chefs réformistes brisèrent ainsi l'élan pour la grève générale et isolèrent les mineurs, qui, néanmoins, à force de persévérance et de sacrifices, parvinrent à arrêter pendant quelques mois l'aggravation des conditions d'existence de tout le prolétariat belge.

Mais le torpillage de la grève en juillet permet aujourd'hui les formidables et nouvelles attaques du capitalisme contre les travailleurs et la petite bourgeoisie. L'action de l'appareil politique et syndical réformiste — leur trahison — doit rester gravée dans la mémoire de la classe ouvrière. L'expérience des luttes de juillet doit servir d'enseignement dans la bataille qui s'annonce, qui devra être livrée, et, si nous voulons ne pas être réduits à un état d'esclavage, qui doit être gagnée...

TRAVAILLEURS,

Depuis la fin de la parade électorale, notre capitalisme est passé à une offensive ouverte. Comme la bourgeoisie mondiale, la bourgeoisie belge attaque furieusement les classes non-possédantes; elle espèce par là sauver son régime, qui est miné par ses contradictions internes. Son système économique et politique craque de toutes parts. Jamais le monde ne fut spectateur de tant de misère et de barbarie :

Partout l'arrêt des usines, des mines, des chantiers.

Partout des millions de chômeurs ; partout des baisse de salaires;

Partout des Etats en déficit ;

La petite bourgeoisie plie sous le poids d'expropriations successives.

Partout, la masse est en proie à une misère grandissante et a faim, tandis que l'on détruit volontairement des tonnes de produits alimentaires.

Les suicides se multiplient, mais aussi les grèves, les révoltes.

Le fascisme menace, la guerre impérialiste gronde de tous côtés et la perspective d'une conflagration mondiale se précise.

Sauver ses richesses, ses possessions, son luxe : voilà l'unique but de la bourgeoisie. Pour arriver à ses fins, l'Etat capitaliste belge — dirigé par les puissances bancaires et son chef Francqui — s'évertue à soutirer de la population travailleuse quatre milliards qui serviraient à boucler son budget déficitaire. Son « plan de redressement » est dirigé uniquement contre les petites gens, ceux qui ne possèdent rien ou presque rien, contre ceux qui crèvent de faim et de misère. Les nouveaux impôts frappent exclusivement les produits de première nécessité. Une nouvelle taxe dite « de crise » augmente l'impôt sur les salaires : tout le personnel de l'Etat la paiera deux fois. Les allocations de chômage et la pension de vieillesse seront à nouveau menacées. La maigre indemnité de milicien n'échappe même pas aux coupes sombres.

Mais, tandis que l'on écrase et affame la masse, des millions supplémentaires sont destinés à préparer la guerre, d'autres millions à renforcer l'appareil de guerre civile; on réorganise et fortifie la gendarmerie Pour compléter ce tableau, rappelons que la Société Générale distribue annuellement des millions de dividendes et s'est enrichie, dans ces dix dernières années, de cinq milliards de francs...

Pour réaliser ce plan d'affamement, le ministère clérico-libéral s'est fait voter par une majorité servile des pleins pouvoirs. Il s'apprête par la force à empêcher la riposte des travailleurs, en frappant d'abord le mouvement révolutionnaire.

Ouvriers, employés, techniciens, il faut s'opposer à cet affamement.

Comment ?

Dans tout le pays monte la colère, des grèves partielles éclatent. Devant ce mécontentement général, devant cette effervescence, les chefs socialistes sont obligés (sous peine d'être débordés comme en juillet) de s'opposer au « plan ». Le P. O. B. admettrait le redressement financier sur le dos de toutes les classes, mais admettre qu'il se fasse exclusivement sur le dos des ouvriers et des petites gens serait le couper de sa clientèle électorale. Dans sa séance du 4 janvier 1933, le Conseil général du P. O. B. a décidé de s'opposer « irréductiblement », « par tous les moyens », au gouvernement réactionnaire de Broqueville. Dans toutes les régions, les fédérations politiques et syndicales organisent des manifestations de protestation. Les discours de ses orateurs dans les meetings se terminent tous par ce mot d'ordre vague : combattre par tous les moyens. Et le « Peuple » ne cesse de le répéter. En ceci, la gauche ne se distingue en rien de la majorité du P. O. B., sauf que les phrases sont plus ronflantes. Que signifie ce « par tous les moyens » ? Il signifie que le P. O. B. et la C. S., plus que jamais adversaires de la grève, tentent de canaliser le mouvement sur le terrain de la passivité parlementaire. Et sur ce terrain, la classe ouvrière va à une défaite certaine : sur ce terrain, la bourgeoisie exécutera ses projets.

La seule voie qui peut nous mener à briser l'arrogance de la réaction, la seule voie qui peut nous mener à faire crouler son plan d'affamement est la voie de la grève générale. C'est seulement devant l'arrêt de toute la vie économique : l'arrêt des usines, des mines, des chantiers et surtout des Transports et Services publics, que l'on peut toucher le capitalisme au cœur. Seule une telle action est capable de battre le capitalisme, qui préfère voir crouler la civilisation que céder volontairement un pouce de ses richesses...

CAMARADES,

Propagez partout le mot d'ordre de la grève générale. Exigez dans vos syndicats et assemblées générales, la fixation de vos revendications et l'organisation immédiate de la grève générale.

Travailleurs communistes,

Exigez de vos chefs et de vos organisations la proposition de front unique avec les organisations du P.O. B. et de la C. S., pour l'organisation de la grève générale.

Travailleurs socialistes,

Exigez de vos chefs et de vos organisations, l'acceptation de ce front unique.

S'ils refusent, passez par-dessus leur tête.

Travailleurs chrétiens,

Joignez-vous aux ouvriers socialistes et communistes.

Petits bourgeois,

Dans votre intérêt, soutenez l'action des travailleurs.

A bas le gouvernement des affameurs ! Vive l'unité dans la lutte !

L'Opposition Communiste de Gauche.
(Trotskystes.)

La semaine de 40 heures

(Suite du précédent numéro)

Des éléments de la C.G.T.U., ouvriers révolutionnaires honnêtes, qui observent tout cela, sont convaincus que malgré tout, les propositions de front unique faites de syndicat à syndicat et de fédération à fédération, constituent un pas en avant. Il en serait ainsi si cette tactique s'encadrait dans une perspective générale claire et réfléchie. Mais c'est tout le contraire. C'est pourquoi, au lieu de constituer un pas en avant, la tactique actuelle du sommet de la C.G.T.U. n'est que la manifestation de son désarroi et de sa débandade. Les quelques propositions de front unique d'organisation à organisation s'avèrent, de la sorte, non comme un effort pour sortir de la meurtrière étreinte du centrisme stalinien, mais comme une tentative désespérée de maintenir les masses prisonnières de ce centrisme. Mais la bureaucratie stalinienne se trompe. Les masses, dans leur sûr instinct de classe comprennent le guet-apens et réagissent en désertant toujours les syndicats unitaires au profit des réformistes.

Dans le domaine de l'unité syndicale, la situation est plus claire. La bureaucratie de la C.G.T.U. est contre l'unité. Derrière la formule de « **l'unité lutte de classe** », de « **l'unité dans la C.G.T.U.** » se cache sa peur et sa haine de l'unité syndicale effective, réelle. D'un des problèmes essentiels qui se posent, au moment actuel devant le prolétariat, le sommet de la C.G.T.U., ainsi que celui de la C.G.T., a fait un misérable problème de boutique. C'est l'esprit du boutiquier et non celui du militantisme révolutionnaire qui trône sur la C.G.T.U. Les conséquences en son palpables. Le mouvement de passage des syndicats unitaires dans la C.G.T. continue. Hier encore, après tant d'autres exemples, les syndicats des mineurs de la Loire, ont fusionné, en dépit de toutes les foudres des Monmousseau et Cie, avec les syndicats cégétistes et sont entrés dans la C.G.T. La Fédération unitaire du textile est à terre; celle des mineur est à terre; celle des métaux n'a plus de souffle. Les autres fédérations, celles qui ne sont pas disparues, sont presque à l'agonie.

Personne, au cours de ces dernières années, personne, ni les chefs réformistes, ni le patronat, ni la police, n'a travaillé avec tant de succès à la liquidation de la C.G.T.U., que les appointés de la C.G.T.U. elle-même.

Depuis des années, notre opposition de gauche sonne l'alarme. Dans la lettre ouverte que notre commission syndicale nationale a adressé au dernier C.C.N., on posait ce dilemme : Ou la C.G.T.U., en repoussant les décisions du 12e Plenum de l'I.C., appliquait une politique de front unique et d'unité syndicale telle que le préconisent les bolcheviks-léninistes, ou ce front unique et cette unité se réaliseront malgré et contre la C.G.T.U. C'est ce qui s'est passé et ce qui se passera encore plus dans l'avenir. Nous répétons, donc encore une fois : assez des crimes centristes; assez des bavardages staliniens. Appliquez une politique de front unique claire et conséquente. Proposez, à tous les échelons de la C.G.T.U. le Congrès de fusion des deux centrales syndicales. Dirigez, en même temps, la rentrée des forces unitaires dans la C.G.T. et organisez-les en fractions syndicales révolutionnaires. Saisissez les revendications élémentaires du prolétariat, communes à tout le prolétariat, et démontrez par votre action réelle, concrète, quotidienne que vous en êtes les meilleurs défenseurs.

Ou la C.G.T.U. fera cela, ou d'ici peu elle aura tué le mouvement syndical révolutionnaire en France et ne sera plus qu'un clan où les fonctionnaires, faute de mieux, en seront réduits à grignoter les chaises vides de spectateurs.

A propos du C. I. du 20e

Calomniez Calomniez !...

Au cours d'un récent meeting à Bullier, un oppositionnel eut l'occasion de s'entretenir avec un cheminot unitaire sympathisant à nos idées. Notre étonnement fut grand quand notre camarade nous reprocha notre conduite au C. I. du 20e; il le fit de complète bonne foi, un responsable de la 20e U. R. lui ayant raconté que profitant de sa nomination au bureau du C. I., Molinier avait inondé de « Vérité » les adresses des syndiqués du 20e ! Ce qui aurait justifié son élimination du bureau et de la C. E. du C. I... Nous avons donné de cette élimination la véritable version dans « La Vérité » à l'époque, et nous l'avons répété à notre sympathisant.

TRIBUNE DE DISCUSSION SUR L'UNITÉ SYNDICALE

Unité ou triage ?

Notre camarade Rimbert a dans un article sur l'unité syndicale traité le point de vue de la fusion partielle et de la rentrée en bloc. Dans cet article notre camarade traite plusieurs points avec lesquels je suis complètement d'accord, alors que je suis contre toute rentrée partielle, parce que à mon avis ces rentrées ne résolvent pas la question de l'unité Syndicale et j'ajoute que même la rentrée en bloc comme la défend notre camarade ne résoudra pas non plus ce problème.

Oui la C. G. T. U. ne groupe plus qu'un nombre infime d'ouvriers. Oui la C. G. T. va atteindre le million d'adhérents. Oui, les Bureaucrattes comptent des syndicats Unitaires là où ils n'existent que sur le papier. Oui, la responsabilité de cet état de choses est due à la politique néfaste des militants communistes, et à la ligne toujours juste de Staline.

Doit-on conclure que la rentrée dans la C. G. T. va nous permettre, à nous Communistes, de pénétrer dans la masse des ouvriers et de pouvoir défendre notre point de vue, et même le faire triompher, en un mot de démasquer, la duplicité des chefs réformistes ? Je dis cela est faux en pratique et n'est même pas défendable en théorie. Je ne puis pas oublier les faits qui existent : 1° la scission syndicale faite par les chefs Réformistes pour jeter dehors les partisans de l'I. S. R., pour pouvoirs garder les leviers de commande du mouvement syndical, et faire la collaboration de classe sans aucun risque aux dépens du prolétariat ; 2° la soi-disant indépendance du syndicalisme, n'a pas été créée pour servir les ouvriers mais pour lutter contre les visées de classe des marxistes dans le mouvement syndicale ; 3° l'abandon par les chefs réformistes du but final du syndicalisme, c'est-à-dire le renversement du capital et son remplacement par un gouvernement prolétarien n'a pour but que de creuser un peu plus le fosse entre les ouvriers réformistes et révolutionnaires. Ces trois questions posées j'ajoute que je suis d'accord avec les thèses syndicales du 4e Congrès de l'I. C.

Il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des syndicats réformistes en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat Réformiste ne doit rester dépourvu du ferment Communiste. La rentrée partielle ou en bloc à la base (sans garantie) verra-t-elle la rentrée des communistes dans les S. R. ? Je dis : non, il y aura triage, les militants communistes sont connus et les Bonzes Réformistes feront comme le patronat, quand les prolos rentrent la tête basse après une bataille perdue, ils laisseront dehors les indésirables que sont pour eux les Communistes, et ceux rentrés en contrebande, la motion Dumoulin les exécutera, et si ça ne suffisait pas, il y aurait une autre scission syndicale.

Mais alors que doit-on faire pour que les communistes soient à côté de leurs camarades d'exploitation dans les syndicats confédérés, pour que leur mot d'ordre triomphe, pour que le prolétariat sorte de l'ornière réformiste de collaboration de classe ?

A mon avis il faut tout d'abord redonner au prolétariat son courant politique de classe, c'est-à-dire redresser le P. C. et lui redonner sa force politique de discussion ; il faut que le P. C. à tous ses échelons, puisse discuter du problème de l'unité syndicale sans aucune crainte de l'exclusion et que l'opposition y puisse faire entendre sa voix. Après cette discussion tous les ouvriers communistes comprendront la nécessité de réaliser le F. U. autrement que par un grignotage à la base, la création d'une politique juste sur le F. U. pour la défense du standard de vie des ouviers, nous donnera la possibilité de toucher une masse d'ouvriers confédérés et inorganisés et de ce fait de faire une campagne pour l'unité syndicale organisée qui porterait ses fruits et dans laquelle on pourrait démontrer que sans une lutte sérieuse contre les dangers scissionnistes qui existent toujours, l'unité syndicale ne peut pas se réaliser et encore moins vivre sans poser les garanties nécessaires pour que tous les courants puissent cohabiter dans la nouvelle et unique C. G. T. De là à démontrer que ça ne peut se faire honnêtement que par un congrès de fusion de tous les courants syndicaux, cela deviendrait aux yeux des ouvriers une conclusion logique, c'est pourquoi je dis : nous devons continuer à combattre pour le mot d'ordre du Congrès de fusion, et rejeter tous ce qui ne donne pas aux communistes la possibilités de se retrouver à l'intérieur des Syndicats Uniques, mais nous ne devons pas oublier que c'est par notre travail de redressement du P. C. que nous aboutirons à faire triompher le congrès de fusion et de ce fait l'unité syndicale et non par une entente avec les soi-disant amis de la neutralité du mouvement syndicaliste, qui en luttant contre le courant idéologique du Marxisme, luttent contre la révolution prolétarienne dont aujourd'hui plus que jamais nous devons être les fidèles défenseurs.

G. Paget.

Parmi nos lettres

LE DISCOURS DE DORIOT

Notre article sur le discours de Doriot à la Chambre, contre Paul-Boncour, a eu un certain écho dans le parti. Certains camarades nous ont écrit à ce sujet. Un membre du parti de la province Ouest nous dit :

J'ai combattu depuis 1924 la position de Trotsky. Néanmoins, je lis votre feuille avec plaisir et je dirai avec intérêt, mais il y a des points où je ne suis pas d'accord avec vous, si je trouve certaines de vos critiques fondées.

Un point m'a frappé : les commentaires que vous avez faits du *discours de Doriot*. Je voudrais bien pouvoir me le procurer...

Bien entendu, nous avons fait parvenir immédiatement à notre correspondant le Journal officiel *contenant le discours de Doriot. Il ne pourra pas ne pas en tirer à nouveau des conclusions en faveur de la gauche.*

LE TOURNANT DU PARTI : FRONT UNIQUE ET UNITE

D'un membre du Parti, aussi de la région ouest, cette appréciation sur le tournant du Parti et de la C. G. T. U. :

Nous nous trouvons en face du désarroi de notre direction syndicale, I. S. R., C. G. T. U., qui, complètement désemparée, a lâché la bride à ses fédérations, syndicats (principalement fonctionnaires et services publics) ; ces fédérations et syndicats, poussés par les nécessités de la période présente, se rendant malgré tout compte que la motion d'unité de Magic City n'a rien donné, n'a fait en somme que fortifier la position des réformistes, se sont engagés, timidement, avec circonspection, dans la voie du véritable front unique et de l'unité syndicale, en faisant des propositions à la base et au sommet des organisations ; mais comme ces propositions sont trop timides et entachées des erreurs des directions centrales, elles ne peuvent pas donner de grands résultats pratiques, et elles permettront une fois de plus à nos organisations centrales de se replier sur leurs conceptions en condamnant les initiatives prises par la base...

Une autre erreur, aussi grossière à mon avis, c'est la mauvaise façon dont est engagée par notre Parti la discussion sur l'*unité politique* de la classe ouvrière. Alors qu'au point de vue syndical, au point de vue électoral, nous restons entachés d'erreurs ultra-gauchistes, la discussion sur l'unité politique prend le caractère ultra-droitier. Au point de vue syndical, pas de discussion avec les bonzes confédérés ; au point de vue électoral, désistement en faveur de l'ouvrier, même socialiste, condamnant la politique de son parti, etc...

Cela ne cadre pas avec les pourparlers, en petit comité, proposés aux *socialfascistes* pour l'organisation de controverses publiques sur l'unité de la classe ouvrière. Ces controverses n'ont en soi rien de répréhensible, à condition qu'elles cadrent avec toute la politique du Parti. Mais, à mon avis, lorsque l'*Humanité* fait précéder sa lettre à la direction du P. S. du titre : « Vers l'unité de la classe ouvrière », ce titre seul, diffusé à 200.000 exemplaires, peut répandre des illusions dangereuses parmi les travailleurs en leur laissant croire que l'unité avec le P. S. est possible, réalisable, souhaitable, et il est à craindre que ce soient les réformistes qui profitent de cette confusion.

La question se poserait de tout autre façon, si les mêmes propositions, largement diffusées à la base, étaient faites par la direction de la C. G. T. U. à la C. G. T.

Il peut y avoir quelques erreurs dans ce que j'écris, mais songez que, livré à moi-même, mes réflexions n'ont pas la correction de conversations avec des militants Je m'efforce toujours en tous cas de les lier avec les sentiments, besoins et désirs des travailleurs parmi lesquels j'évolue.

*Notre camarade donne une appréciation très juste de la confusion centriste sur la question du front unique et de l'unité. Nous sommes en plein accord avec lui. Nous signalons à ce propos que la vente de l'*Humanité *est loin d'atteindre 200.000 exemplaires. En réalité, nous le savons de source sûre, la vente dépasse seulement 100.000. Pourquoi le Parti ne fournit-il pas un bilan sincère de l'état de la presse ?*

SUR LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Le même camarade, qui travaille activement dans l'organisation du Parti, fait les réflexions suivantes sur le « Socialisme dans un seul pays » :

L'U. R. S. S. peut-elle, même au travers des crises, d'échecs et de succès, continuer seule son ascension, développer tellement ses forces productives que la bourgeoisie y soit définitivement liquidée, que la situation matérielle et intellectuelle des masses y soit tellement élevée que nous puissions dire que le socialisme y soit définitivement implanté ? Peut-elle seule arriver à liquider sa dépendance vis-à-vis du capitalisme mondial ?

Cela est une question de fer, de cuivre, de charbon, d'électricité, de coton, de laine, de bois, de blé, de moyens de transports, etc... et d'organisation. Les nations capitalistes la laisseront-elle terminer ? Il n'est pas du tout certain qu'une guerre contre l'U. R. S. S. se termine par la victoire des capitalistes ; il n'est pas non plus prouvé que l'unité de front capitaliste contre l'U. R. S. S. puisse se réaliser et que, par suite des contradictions qui séparent les diverses nations capitalistes, nous ne voyions pas aussi bien une guerre entre elles. Et rien ne prouve que, dans ce cas, les P.C., tellement affaiblis, ne se révèlent impuissants à abattre le régime capitaliste et manquent à leur mission historique.

Il est certain que le capitalisme sortirait formidablement affaibli d'une nouvelle guerre. Dans cette hypothèse, nous pourrions nous trouver en face d'une U. R. S. S. se développant à pas de géant, d'un capitalisme occidental moribond en face d'un prolétariat exangue et paupérisé. Nous nous trouverions alors devant une réédition de ce que fut la décadence de la civilisation romaine et du déplacement sous une forme plus achevée de la civilisation de l'ouest à l'est, l'U. R. S. S. laissera-t-elle le prolétariat d'Occident mourir sans venir à son secours ? La théorie du socialisme dans un seul pays exclut cette hypothèse.

Il nous faut voir les choses en marxistes. La mentalité des hommes n'est que le reflet des conditions économiques dans lesquelles ils vivent. Il y a actuellement chez les travailleurs de l'U. R. S. S. des sentiments de solidarité internationale qui ont leur base dans l'appui du prolétariat occidental qui leur est indispensable ; la révolution est encore trop proche et elle a laissé des traditions qui sont toujours profondes.

Mais, au fur et à mesure que les générations issues de la révolution s'éteindront et que la situation du prolétariat russe deviendra meilleure, que leur pays deviendra plus puissant, ils auront inévitablement les yeux portés vers les peuples d'Orient. Ces peuples sont jeunes, pleins de force, pleins d'avenir ; ils auront là un champ d'action illimité pour y continuer et y compléter leur expérience, et cela d'autant plus pacifiquement que les nations capitalistes seront incapables de réagir. Les moribonds ne les intéresseront plus.

C'est la perte du capital que le prolétariat occidental aura accumulé dans un siècle de luttes.

C'est à ce résultat que peut nous conduire dans le meilleur des cas la théorie du socialisme dans un seul pays.

Nous avons tenu à reproduire ces idées de notre correspondant, car on les retrouve couramment dans le Parti. Elles montrent quelle est la confusion introduite par le centrisme, qui abandonne la plate-forme de l'I. C., celle de la révolution internationale.

Nous ne pouvons pas examiner ici en détail chaque argument. Nous renvoyons le lecteur aux deux livres de Trotsky : La Révolution permanente et L'I. C. après Lénine. *Ce qu'il faut restaurer dans l'I. C., c'est justement la conception léninienne de l'indissolubilité des liens économiques et sociaux qui unissent, internationalement, à la fois le capitalisme et la classe ouvrière. L'isolement de la Russie ne peut être que temporaire. Vaincre, cela veut dire élargir le champ de la révolution. Le restreindre, cela veut dire, à plus ou moins longue échéance, périr. Et c'est pourquoi nous disons que l'échec de la révolution chinoise et celui de la révolution allemande, si c'était le cas, ont signifié de nouvelles difficultés pour l'U. R. S. S., malgré les succès techniques intérieurs.*

LA SITUATION A BELFORT

La « Fédération communiste indépendante de l'Est » vivote à Belfort sur les ruines accumulées par ses dirigeants, alors qu'ils étaient staliniens. Un camarade nous écrit à ce sujet :

En ce qui concerne la situation dans notre coin, elle n'est pas brillante, ravagée par la nouvelle scission que tu connais. Il en résulte un malaise profond qui se traduit par une sélection en trois tronçons. Les uns sont restés au Parti, les autres se sont réfugiés dans l'inaction et les autres ont suivi Jacob, Rassinier, Renard : et Souvarine est venu leur donner l'accolade.

Cette situation est encore aggravée par la suppression du permanent de la région, précisément au moment le plus critique. Conséquence : abaissement de l'influence du Parti.

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923)	3 fr. 50
L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925)	3 fr. 50
L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1931)	1 fr. 50
TROTSKY. — Et maintenant ? (1932)	3 »
L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924)	1 fr. 50
L. TROTSKY. — La seule voie..	2 fr. »
QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande à	1 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 17 à 26)	30 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35)	20 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45)	20 fr. »

Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (Xe). La Vérité.

Compte chèque postal : Frank-1368-55, Paris.

Dans le n° 133 de la *Vérité*

Qu'est-ce que la Révolution d'Octobre ?

Conférence faite à Copenhague par :

L. Trotsky

Prix de l'exemplaire .... Fr. 0 50

LA VIE DE LA LIGUE

NOTE DE LA REDACTION A TOUS NOS CORRESPONDANTS

Nous prions tous nos correspondants et rédacteurs de tenir compte du jour de parution de la VERITE pour nous envoyer leur copie. TOUTE LA COPIE DOIT ETRE PARVENUE AU JOURNAL POUR LE MARDI MIDI AU PLUS TARD.

Cet avis concerne non seulement nos camarades de province, mais aussi ceux de la Région parisienne.

NOTRE ASSEMBLEE PUBLIQUE DU 22 JANVIER

Pour clôturer les travaux de notre Commission Exécutive élargie, nous avons tenu une réunion publique l'après-midi du dimanche 22.

Les orateurs de la Ligue développèrent le point de vue de l'opposition sur la situation de crise française, sur le devoir du parti et sa tâche de rassemblement des masses ouvrières. Une fois de plus ils précisèrent notre conception de l'unité syndicale, et du front unique.

Plusieurs de nos camarades de province firent le tableau de la situation dans la région où ils travaillent : métallurgie, mines, dans le Nord et l'Est, marine dans l'Ouest, etc... Un représentant de l'*opposition belge* apporta le salut de sa vaillante organisation et dépeignit à grands traits la situation en Belgique.

A la contradiction, seul le camarde Barré vient apporter le point de vue de son groupe (Treint), et conclut en souhaitant l'unification de toutes les tendances oppositionnelles.

Près de 200 camarades assistaient à la réunion.

En conclusion, fut adopté à l'unanimité l'ordre du jour contre la répression que nous publions ci-dessous.

Une collecte en faveur des grévistes d'Armentières rapporta 56 fr. 80.

RESOLUTION ADOPTEE A LA REUNION DU 22

Les militants réunis à l'appel de l'opposition de gauche le jour où les révolutionnaires commémorent les trois grands leaders communistes : Lénine, Liebknecht, Luxembourg, qui ont tracé dans la guerre impérialiste et contre la contre-révolution bourgeoise la voie à la révolution prolétarienne,

Elèvent une protestation vigoureuse contre la répression déchaînée par la bourgeoisie à l'échelle mondiale, contre les combattants de l'avant-garde révolutionnaire, et dont les coups frappent ensemble les communistes et les communistes oppositionnels de gauche.

Contre la terreur dans les colonies, le maintien de milliers de révolutionnaires dans les bagnes de l'Indochine et le procès instruit contre les 40 oppositionnels emprisonnés à Saïgon :

Contre les menaces de mort que les cliques militaires chinoises font peser sur Tchen-dou-Siou, *fondateur du P. C. chinois et leader de l'opposition de gauche, jeté, comme* Nuan-Ping, *dans les prisons du Kuomintang ;*

Contre le complot ourdi par le gouvernement républicain et socialiste d'Espagne contre les oppositionnels Nin et Lacroix détenus dans les prisons de Cadix et de Barcelone;

Ils envoient leur salut fraternel à toutes les victimes de la répression et s'engagent à appeler à la lutte leurs organisations, le P. C., les syndicats et le S. R. I. et à mener la lutte pour imposer l'amnistie intégrale.

COTISATIONS ET CARTES 1933

Le Comité Régional de la R. P. rappelle aux camarades qui ne seraient pas encore à jour de leurs cotisations de 1932 de régulariser sans retard leur situation et de prendre leur carte de 1933. La carte de 1933 est délivrée aux camarades ayant leurs timbres de 1932. Les camarades qui n'auront pas régularisé leur situation et qui n'auront pas retiré leur carte 1933 au cours du mois de janvier ne seront pas maintenus sur les contrôles de la Région Parisienne.

GROUPE DE MARSEILLE

Le groupe de Marseille annonce aux camarades sympathisants qu'une bibliothèque de 200 livres marxistes est à leur disposition. S'adresser à Gottlieb, 18, rue Corneille. Tous les jours entre 13-14 heures et 20-21 heures.

Actuellement la presse de l'opposition de gauche se vend à Marseille :

Kiosque de la gare Saint-Charles .

LA VERITE

Kiosque de l'angle Canebière-Cours Belsunce (Arrêt du tram pour Saint-Louis) :

« LA VERITE » et la « LUTTE DE CLASSES »

Kiosque de la Bourse du Travail :

« LA VERITE », « LA LUTTE DE CLASSE » et les brochures de l'opposition.

Après la controverse du Boxing-Hall

Nous n'avons jamais considéré les controverses comme un but en soi. C'est pourquoi, au Boxing-Hall, nous avons fait des propositions concrètes d'action commune des organisations de jeunes ouvriers.

Nos camarades jeunes ont adressé la lettre ci-dessous aux Jeunesses Communistes, Socialistes et Pupistes, afin de procéder à une première réunion où seraient envisagé une série d'actions communes.

Camarades,

Malgré les désordres inévitables que nous n'avons pu empêcher, nous considérons que la controverse du 12 janvier constitue un pas positif.

Nous pensons qu'il ne faut pas s'en tenir là, mais que nous devons chercher sur une base qui pourrait être celle qu'ont posée les J. C. à travailler au rassemblement des Jeunes partout où cela est possible.

A cet effet, nous vous demandons une réunion commune qui pourrait se tenir le lundi 23 à 20 h. 30, au café Augé, coin des rues des Archives et de la Verrerie.

Nous pourrons ainsi régler les questions pendantes de la controverse (affiches et cartes).

Nous vous demandons de répondre d'urgence.

Salut communiste.

Le Bureau du Groupe des Jeunes de la Ligue Communiste (Opposition).

P.- S. — Nous protestons avec indignation contre la mutilation que l'*Avant-Garde* a fait subir à la résolution contre la répression adoptée au Boxing-Hall.

Elle a simplement enlevé tout ce qui concernait l'opposition de gauche ! Nous sommes certains que les camarades des Jeunesses condamneront avec nous ces procédés qui consistent à faire *des faux* : tous les moyens sont bons contre l'opposition de gauche. Nous engageons nos lecteurs à comparer le texte original de la résolution tel que nous l'avons publié la semaine dernière, et celui qui a été publié par l'*Avant-Garde*.

Les ouvriers jugeront !

La Commission exécutive élargie de la Ligue Communiste s'est réunie

Le 20-21-22 janvier, la C.E.E. de la ligue s'est réunie à Paris. Au cours de ces trois journées, elle a examiné et résolu toute une série des problèmes qui se posent à l'heure actuelle devant l'organisation elle-même, devant le Parti et devant le prolétariat.

D'abord, elle a été informée sur le développement de l'opposition de gauche bolchevik léniniste à l'échelle internationale. Malgré des difficultés de toute sorte, malgré la réaction bourgeoise qui s'acharne toujours plus contre les oppositionnels de gauche, en dépit des mensonges et des calomnies des staliniens, notre organisation internationale s'affirme et grandit.

Les sections nationales développent leur travail ; elles s'épurent des compagnons de hasard, renforcent, rendent plus solide leur élaboration idéologique, trempent leurs cadres dans la lutte incessante et acharnée pour la défense de la théorie léniniste contre l'abâtardissement des droitiers et des staliniens. Les nouveaux groupes se forment, des nouvelles sections se constituent, des nouvelles liaisons se créent. Dans 24 pays de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie et de l'Afrique, les idées de bolcheviks-léninistes sont répandues de façon organisée et se fraient le chemin à travers l'agitation et la lutte politique. Quoique le processus de développement soit compliqué et bien que des « crises » aient surgi dans certaines sections comme les sections Allemande et Espagnole, l'ensemble du bilan de notre organisation internationale est nettement favorable. Ces mêmes crises, qui ne peuvent avoir rien d'extraordinaire pour un marxiste et pour celui qui connaît les obstacles et les difficultés de la sélection révolutionnaire, au lieu d'affaiblir les bolcheviks-léninistes, cimentent leurs rangs et préparent leur développement ultérieur.

C. E. E. a examiné d'une façon particulière, sur le plan international, la crise, aujourd'hui déjà liquidée, de notre section sœur d'Allemagne. Elle a pris connaissance des documents, elle a examiné les positions politiques du groupe hétérogène et droitier du capitulant Well, et elle a été unanime à demander l'exclusion immédiate de semblables politiciens. La dégénérescence politique de ce groupe est telle que, tout en penchant vers la social démocratie, il a osé, à un certain moment, lever le drapeau de l'opposition de gauche contre le camarade Trotsky et contre les bolcheviks-léninistes pour la défense de Staline et de la Politique stalinienne. Aujourd'hui cette farce s'est terminée par le passage de ce groupe aux staliniens. Tant mieux pour l'opposition de gauche et tant pis pour les staliniens. Le recrutement, de leur part, des déchets vidés par l'opposition de gauche, tels que Gourget, Mill et Well, témoigne non de la désagrégation des bolcheviks-léninistes, mais de la pourriture de l'appareil du Parti et de l'I. C.

Mais le problème principal qui a été étudié par la C. E. E. est celui de la **situation en France**. Sur la base du rapport présenté par un représentant de la C. E. Les membres de la C. E. E. et les autres camarades, soit de Paris, soit de province, sont intervenu à plusieurs reprises et de façon passionnée.

La structure du capitalisme français, les répercussions qui ont été exercées sur cette structure par la crise ; les modifications que la crise a apportés et apportera au capitalisme français et aux rapports avec les autres pays capitalistes ; les base sociales et la fonction des divers partis politiques ; la politique du parti communiste et de la C. G. T. U., leur tactique et leurs mots d'ordre ; en un mot, la physiologie de la société française, de ses classes, et l'action qui doit être menée par le prolétariat, a été examinée de façon sérieuse et pondérée pendant trois jours de discussion.

A l'envers de ce qui se passe dans le Parti, où la préoccupation constante de tous les camarades est celle de ne pas contrevenir à la « justesse de la ligne générale », les camarades de la C. E. E. et de la Ligue sont intervenus dans les débats avec la préoccupation unique de travailler. Dans l'intérêt de la Ligue et du prolétariat. C'est pourquoi, les travaux de la C. E. E. ont été particulièrement féconds.

L'orientation qui s'est dégagée des débats est la suivante : **renforcer le travail vis-à-vis du Parti par un plus large contact avec les masses.** Les rapports entre fraction et parti ne sont pas des rapports formels, mais sont essentiellement des rapports politiques. La ligue doit avoir une politique à elle et cette politique doit être agitée et devant le Parti et au sein des masses. C'est dans ce sens, par exemple qu'à été solutionnée la question du travail des jeunes et le problème de l'unité syndicale. Nos jeunes, dorénavant dirigeront leur activité non seulement vers le Parti, mais aussi vers les jeunes travailleurs, ne s'arrêtant dans ce domaine devant aucun problème formel, mais en tenant compte uniquement de la nécessité de ne pas laisser tarir la formation des jeunesses communistes. C'est vers le syndicat, vers l'usine et le lieu de travail que nos jeunes devront orienter leur action.

Ainsi pour le problème syndical. Le mot d'ordre de l'unité syndicale par la **voie du Congrès de fusion des centrales syndicales existantes reste le mot d'ordre central de la Ligne.** Mais cette position centrale ne doit pas l'empêcher d'envisager des situations et des solutions particulières.

C'est un fait que dans beaucoup de localités, les syndicats « unitaires » ou sont littéralement disparus ou sont réduits à leur plus simple expression. Toute activité syndicale dans ces conditions est impossible pour les syndicats unitaires. C'est pourquoi, nos camarades devront proposer carrément et nettement le problème de la rentrée partielle dans le syndicat le plus fort.

C'est le seul moyen pour empêcher que la fraction révolutionnaire dans le mouvement syndical, ne soit coupée des masses, et c'est le seul moyen pour forcer les masses qui, ou sont inorganisées ou sous l'influence directe des réformistes, à une compréhension plus réelle de la lutte de classe. C'est aussi le seul moyen pour développer et approfondir la lutte du prolétariat contre le patronat et contre le régime capitaliste.

Résolutions adoptées par la C. E. E.

TRAVAUX DE LA LIGUE

1) *La Commission Exécutive élargie après avoir discuté les rapports sur la situation de l'opposition internationale, sur la situation économique et sociale en France et sur l'activité de la Ligue depuis la précédente session de la C.E.E.*

Constate que l'ensemble de la Ligue n'a pas fourni durant les derniers mois le travail intensif nécessaire dans les organisations ouvrières de masse, en particulier dans les syndicats. Le principal effort a continué à être porté sur la propagande idéologique.

Cela s'est traduit par le très faible travail dans la C.G.T.U. ou d'autres syndicats, l'absence de l'opposition aux assemblées d'information syndicale, au C.C.N., etc..., et par le manque de vie syndicale dans la Vérité. *C'est aussi pour cela que la Vérité n'a pas pénétré plus profondément dans les rangs ouvriers.*

2) *La C.E. estime que l'attention des camarades doit être attirée vers cette situation. Chaque militant de la Ligue doit consacrer la plus importante part de ses efforts à travailler au syndicat, coopérative, cercles, etc..., à se lier aux ouvriers en faisant auprès d'eux une propagande très active, en faisant connaître dans des journaux locaux et dans* « La Vérité » *leurs liaisons, leur activité de tous les jours, leurs expériences.*

3) La Vérité, *par une parution régulière, a marqué un progrès. Cependant, la collaboration des camardes à* La Vérité *a été irrégulière.* La Vérité *doit être le reflet de la vie ouvrière réelle. La C.E. fait obligation à chaque camarade de province d'envoyer régulièrement des chroniques, de communiquer tous renseignements, lettres, qui manifestent ses liens avec la classe ouvrière et peuvent intéresser tous les lecteurs de* La Vérité.

La parution d'organes régionaux est un progrès sensible. La Ligue appuiera les initiatives en ce sens.

4) *La résolution politique générale de la Ligue étudiée par la C.E. sera publiée dans le Bulletin intérieur et discutée à nouveau avant d'être adoptée définitivement.*

5) *Les liens d'organisation intérieure se sont nettement fortifiés. Il faut continuer dans ce sens, obtenir un fonctionnement régulier, des rapports d'activité et financiers à intervalles réguliers, une collaboration constante de chaque camarade à l'élaboration de la politique de la Ligue.*

6) *La C.E. estime que ses débats constituent une étape sérieuse sur la voie de la tenue de la deuxième Conférence Nationale de la Ligue qui devra être préparée dès maintenant.*

RESOLUTION SUR L'UNITE SYNDICALE

La C. E. E. décide de conserver comme mot d'ordre central dans la lutte pour l'unité syndicale le Congrès de fusion.

Toutefois, en tenant compte des deux critères : rapprochement des ouvriers syndiqués, et rapports de force, — tout en luttant dans les deux C. G. T. pour le Congrès de fusion et l'unité syndicale, elle décide, là où la désagrégation de la C. G. T. U. a coupé les militants révolutionnaires des travailleurs syndiqués, de lutter pour la rentrée partielle.

Chaque cas concret sera examiné.

SUR LE TRAVAIL PARMI LES JEUNES

La C. E. E. constate l'état de désagrégation de la J.C.F. en France ; elle souligne que cet état porte en lui les plus graves dangers pour la continuité du mouvement communiste en France.

La C.E.E. décide d'intensifier son travail parmi la jeunesse communiste en combinant le travail interne dans la J.C. avec le développement de son travail parmi les jeunes exploités.

La C.E.E. décide de créer partout (localité, usine, rayons) où la J.C. est disparue atrophiée, des groupes de J.C. sur la base de recrutement du programme et d'organisation de la J. C. dans le passé. Ces groupes dirigés et animés par les fractions de la L.C., seront organisationnellement indépendants de la L.C.

La fondation de ces groupes n'implique nullement la création d'une nouvelle F.N.J.C. ou I.C.J., mais ces groupes formés lutteront pour leur adhésion à l'I.C.J. et la F.N.J.C.

PRENEZ NOTE DE NOTRE NOUVELLE ADRESSE

Prière à tous nos lecteurs et correspondants de bien noter notre nouvelle adresse :

23, rue des Vinaigriers Paris (10e)

Toutes les correspondances doivent ne porter que la mention : LA VERITE, 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS (10e).

5e ANNÉE - N° 139

LA VÉRITE

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

23, rue des Vinaigriers (10e)

Paraît le Jeudi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an..... 20 francs

Six mois ..... 10 francs

Chèque Postal : FRANK, 136.855 - PARIS

MARQUE SYNDICALE — *Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.*

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

L'EQUILIBRE DU BUDGET

Le plan Chéron-Boncour et le contre-projet communiste

(*Suite de la première page*)

1) Il est bien certain que le P. C. peut, lui aussi, présenter un contre-projet, dans le cadre du vote du budget, et en général, préconiser toutes mesures destinées à mettre au pied du mur le gouvernement lui-même, mais surtout les radicaux et les socialistes. Cependant il ne le peut qu'à condition d'expliquer le caractère d'un tel projet : ou bien le gouvernement et les gauches repoussent, et ils se démasquent, *ou bien ils acceptent — et du même coup la crise capitaliste est aggravée*, car les mesures proposées par le P. C. doivent être intégralement en faveur des travailleurs et ne peuvent donc servir à résoudre ni même à atténuer la crise. Elles peuvent seulement permettre éventuellement d'améliorer la situation des travailleurs.

2) Le contre-projet du P. C. présente un tout autre caractère. Lisons les explications de Ferrat : « *Le but à atteindre est double. Il s'agit d'abord de combler le déficit actuel... Il s'agit ensuite et surtout d'ouvrir immédiatement les crédits nécessaires en vue d'atténuer de façon sensible les répercussions de la crise économique et de la crise agraire sur les masses laborieuses* » (*Huma* du 24 janvier). Et le lendemain il précise : « *Il ne saurait y avoir de juste milieu entre les deux seules conceptions de résoudre la crise budgétaire : ou bien sur le dos des travailleurs, ou bien aux frais de la grande bourgeoisie et du militarisme.* »

3) Nous avons le droit d'affirmer que ce projet de loi ne diffère pas *essentiellement* de celui des socialistes. Il n'y a qu'une différence de degré. Pour les deux il s'agit de « combler le déficit », aux frais du grand capitalisme. Relisez le *Populaire*. Lui aussi prétend diminuer le budget de la guerre, augmenter les dépenses « sociales », fournir du travail aux chômeurs, brimer les grands capitalistes, réprimer la fraude fiscale, etc... Le projet communiste ne se distingue que par des mesures un peu plus radicales, mais orientées essentiellement dans le même sens : *surmonter la crise.*

4) Le projet du P. C. avoue nettement qu'il propose « *de prendre l'argent là où il est* ». C'est la formule de Renaudel, qui signifie aussi bien qu'on peut le prendre dans la poche des travailleurs, car c'est là que la bourgeoisie veut le prendre. Notre projet, dit-on « *tout en résolvant la crise budgétairedans l'intérêt des travailleurs, apporte des moyens efficaces pour combattre la vie chère* ». Plus loin : « *Nous ne proposons rien de spécifiquement communiste. Nous ne faisons que reprendre les points essentiels des programmes radical et socialiste, ou des propositions formulées dans le temps par des radicaux éminents, comme Camille Pelletan* (!) ».

Répétons-le, la position de la direction du P. C. est ici radicalement fausse : CAR EXIGER ACTUELLEMENT DES MESURES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS, CELA ÉQUIVAUT A RENDRE IMPOSSIBLE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, QUI DE PEUT ÊTRE RÉALISÉ QU'AU PROFIT DE LA BOURGEOISIE. Le projet dit que le problème budgétaire est un problème de classe. D'accord : dans ce cas, notre rôle, à nous communistes, n'est pas de chercher un « équilibre », de prendre le budget comme un tout, c'est-à-dire de laisser de côté son caractère de classe, mais de proposer UNE SÉRIE DE MESURES MASSIVES, EN FAVEUR DES CLASSES EXPLOITÉES, SANS NOUS SOUCIER DE L'ÉQUILIBRE DU BUDGET DE LA BOURGEOISIE.

5) Un autre fait confirme notre appréciation : le projet fait une comparaison entre le budget soviétique et le budget français. Or, entre ces deux budgets, il n'y a paraît-il, qu'une différence de degré : on compare le pourcentage de dépenses militaires et sociales dans les deux pays, simplement, sans s'arrêter sur la différence de structure, *des ressources*, ce qui est le plus important car c'est ainsi que se révèle la nature de classe du budget.

Nous ne nous arrêterons pas sur une analyse de détail du projet. Ce qui importe, c'est la conception générale, les commentaires dont l'entourent l'*Huma*. Or, la conception de l'ensemble est profondément opportuniste. Elle est orientée sur la nécessité de combler le déficit du budget, c'est-à-dire de « sortir de la crise ». Elle n'ouvre aucune perspective révolutionnaire.

A ce plan boursouflé, nous le répétons, le Parti devrait substituer un certain nombre de mesures d'ensemble en faveur de la classe ouvrière, des paysans pauvres, des chômeurs, sans se soucier de l'équilibre budgétaire, qui est une préoccupation en fin de compte utile à la seule bourgeoisie.

La masse des exploités se réveille. Il faut avoir de longues perspectives d'action. Plutôt que de proposer un plan concurrent du plan socialiste, le P. C. aurait avantage à proposer au parti socialiste un front unique pour obtenir en faveur des exploités une série de mesures qui précipiteraient le *déséquilibre* de la bourgeoisie, et libérerait d'autant le prolétariat. C'est la voie dans laquelle il faut entrer si le P. C. ne veut pas arriver devant une période de crise aiguë en plein vacillement, et sans confiance parmi la masse des travailleurs.

Chaque membre du Parti Communiste doit lire le nos 40, 41, 42, 43 et 45

La LUTTE de CLASSES

qui contiennent

Les thèses, manifestes et documents des 3 premiers Congrès de l'I. C.

L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN DANGER

DEVANT LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

par

L. TROTSKY

dans le n° 44 de « La Lutte de Classes »

VIENT DE PARAITRE

La seule voie

par

L. Trotsky

1 vol. .... 1 fr. 50

Adresser les commandes à la *Vérité*

EN ALLEMAGNE

Après la manifestation fasciste sur la Bulowplatz

(*suite de la première page.*)

Les masses votent pour le Parti, mais le Parti, avec sa politique de division syndicale, est incapable de les mobiliser, lorsqu'il s'agit de défendre leurs salaires, leurs subsides de chômage. Les masses votent pour le Parti, mais la politique du « social-fascisme » et du front unique, rien qu'à la base, brise les reins à toute action politique du prolétariat et lorsque Von Papen, le 20 juillet, fit son coup d'Etat, le Parti, dont le mot d'ordre de grève générale tombe dans le vide, se trouve à genoux et impuissant devant l'ennemi. Les masses votent pour le Parti, mais en face de la provocation du « général social » et des chemises brunes, le Parti doit rester coi.

Aujourd'hui, le Parti est hanté par la terreur d'être dissous. Pour ne pas être dissous, le Parti renonce à l'action spécifique d'un parti révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il renonce à être le Parti du prolétariat. Sans s'en apercevoir, par la dynamique même des événements, le Parti recule de position en position, sans lutte réelle. Il refuse toujours le front unique avec la social-démocratie et considère toujours la social-démocratie comme social-fascisme, mais déjà il se trouve lui-même embourbé dans le marécage social-démocrate.

Ce n'est pas seulement à l'action qu'il est impuissant, mais il réalise cette impuissance avec les phrases empruntées à la social-démocratie. On n'organise pas, par la tactique vraiment bolchevique du front unique, la défense physique du prolétariat et de ses organisations, maison par maison, quartier par quartier, usine par usine, sur toute l'étendue du pays ; on ne dit pas aux ouvriers : défendez-vous partout et par tous les moyens ; mais au contraire, sous le prétexte de repousser la terreur individuelle — terreur qui est pratiquee exclusivement par les fascistes contre le prolétariat — on désarme les ouvriers et on leur promet l'action de masse.

Mais comme l'action de masse ne surgit pas toute seule de la tête de Jehova, comme elle n'est que l'extension et l'approfondissement du processus révolutionnaire qui se produit au sein des masses, cette même action, avec la politique stalinienne, n'est que parade, ou devient pratiquement impossible. La « sagesse », la « force disciplinée », comme l'appellent les staliniens, la capitulation, selon nous, de dimanche passé à Berlin, le confirme encore une fois.

Elle confirme aussi les conséquences fatales, pour l'action révolutionnaire, de la théorie du socialisme dans un seul pays. Car c'est avant tout cette théorie qui, à l'heure actuelle, sert de nœud coulant au cou de l'avant-garde prolétarienne mondiale. Au nom de cette théorie, et pour faciliter la « collaboration » du capitalisme international à la « construction » du socialisme en U. R. S. S., l'International Communiste garde le silence sur tous les événements ; au nom de cette théorie, le C. C. du Parti russe peut se réunir à plusieurs reprises, sans porter à son ordre du jour un seul problème concernant la situation et l'action spécifique du prolétariat des autres pays, et c'est incontestablement au nom de cette théorie que l' « action » du Parti allemand est portée sur une ligne qui est celle de la capitulation et de la défaite.

Notre section, sœur d'Allemagne, a une grande tâche devant elle. Libérée finalement du moyen hétérogène des capitulards, qui s'est orienté envers l'opposition de gauche pendant le cours ultragauchiste des staliniens, mais qui s'est démontré incapable de résister devant les nécessités nouvelles des bolcheviks-léninistes, elle se lancera courageusement à l'avant et indiquera encore une fois la seule voie que le prolétariat d'Allemagne devra suivre pour écraser le mouvement fasciste et ses soutiens et pour marcher à la conquête du pouvoir.